RAAD VAN STATE
20-06-1984
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 3 août 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles et sur les sociétés civiles de moyens", et en ayant délibéré dans ses séances des 23 janvier, 30 janvier, 6 février, 13 février, 20 février, 5 mars, 26 mars et 14 mai 1984, a donné le 14 mai 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e augustus 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschap en de burgerlijke vennootschap van middelen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 23 januari, 30 januari, 6 februari, 13 februari, 20 februari, 5 maart, 26 maart en 14 mei 1984, en op 14 mei 1984 het volgend advies gegeven :

dites intellectuelles" soumises à la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services. On peut encore citer les architectes et les médecins (1).

Par contre, il semble que l'abandon des mots (profession) "dont le titre est protégé",qui figuraient dans le précédent projet, et qui se trouvent dans la loi française, a pour effet que la loi en projet n'est pas applicable aux journalistes. En effet, la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel n'a pas établi un "statut" de la profession;

III) la profession doit être exercée à titre indépendant.

L'article 1er ne cite pas expressément les officiers ministériels parmi les professions dont les titulaires peuvent s'associer. Tant la loi française que le précédent projet, contiennent une mention explicite des officiers ministériels. L'exposé des motifs de l'avant-projet y fait souvent référence. Aussi, afin d'éviter tout doute, et compte tenu du fait que les notaires, les huissiers de justice et les avocats à la Cour de cassation tiennent leurs fonctions d'une nomination faite par le Roi, il serait souhaitable de préciser, à l'article 1er, que la loi en projet est applicable aux officiers ministériels. Ceci est important puisque, en vertu de l'alinéa 2, c'est la société qui sera nommée notaire et qui sera ainsi titulaire de la fonction notariale.

.../...

(1) L'article 3 du projet ayant fait l'objet de l'avis L. 12.371/1 excluait de son champ d'application les professions médicales et paramédicales Ce n'est plus le cas présentement, mais le nouveau texte ne sera applicable à ces professions que si celles-ci le demandent.

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

Alors que l'article 1er de la loi française du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles autorise la constitution de sociétés "entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé", l'article 1er de l'avant-projet admet la création de sociétés civiles entre "personnes physiques exerçant à titre indépendant la même profession intellectuelle à caractère non commercial, soumise à un statut légal ou réglementaire".

La loi en projet veut donc s'appliquer non seulement aux professions libérales, mais aussi à toute profession intellectuelle pour autant que trois conditions soient simultanément remplies :

I) la profession doit avoir un caractère non commercial : sont exclus notamment les commissionnaires, les courtiers, les agents commerciaux et principalement les titulaires d'agences et de bureaux d'affaires. Il convient d'observer que le Conseil d'Etat avait proposé, dans l'avis L. 12.371/1 du 3 juin 1976 de préciser que la profession intellectuelle devait être "à caractère civil" (p. 64). Le Gouvernement a préféré employer la formule "à caractère non commercial";

II) la profession doit être soumise à un statut légal ou réglementaire. L'exposé des motifs cite les notaires, les avocats, les huissiers de justice ainsi que les "professions

.../...

Il ressort de l'article 1er que seules des personnes exerçant déjà la profession peuvent s'associer. La société ne pourrait pas compter parmi ses membres un associé qui, avant son entrée dans la société, n'a jamais exercé la profession. Tant la loi française que le précédent projet admettaient une telle possibilité. L'avant-projet présentement examiné paraît donc plus restrictif. Ceci ne va pas sans problème,principalement pour les officiers ministériels.

Si, seul, un notaire déjà nommé peut constituer une société civile professionnelle avec d'autres confrères, en principe la société seule sera titulaire d'une étude notariale, ce qui implique que d'autres notaires soient nommés aux études délaissées par ceux qui sont entrés en société. C'est dire que de nombreux problèmes devront être résolus et que, dans une certaine mesure, le statut législatif du notariat devra être modifié.

Selon le délégué du Ministre, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'exclure de la société civile des personnes qui n'auraient pas déjà exercé la profession et qui rempliraient toutes les conditions pour ce faire.

Dès lors un nouvel article devrait être introduit dans l'avant-projet. Le Conseil d'Etat avait proposé dans son avis L. 12.371/1 (p. 71) le texte suivant :

> "Peut être admis en qualité d'associé, celui qui préalablement à la constitution de la société exerçait régulièrement la profession à titre individuel, de même que celui qui, satisfaisant à toutes les conditions des lois et règlements en vigueur, a vocation pour exercer la profession".

.../...

Article 2.

Les observations formulées au sujet de l'article 1er valent pour l'article 2.

L'une des conditions posées par l'article en vue de permettre l'association de personnes exerçant des professions différentes est que leur activité présente un caractère "complémentaire". L'exposé des motifs ne fournit aucune indication sur la portée de cet adjectif qui peut évidemment être entendu dans des sens très différents.

Si l'on rapproche l'article 2 de l'article 8, on peut supposer que la reconnaissance d'une complémentarité entre les professions résultera de requêtes convergentes des professions intéressées, ainsi que l'énonce l'exposé des motifs. Il n'en demeure pas moins que ces requêtes convergentes ne pourraient pas aller à l'encontre du sens même de la notion de complémentarité, telle qu'elle devra être entendue en vertu de la loi.

Par ailleurs, il n'est pas sûr que l'article 8 permette au Roi lui-même de procéder à un arbitrage sur les conditions éventuellement divergentes auxquelles ces professions subordonneraient la complémentarité sur laquelle elles seraient cependant d'accord en principe.

+

Suivant l'alinéa 2,

> "Dans ce cas, chacun des associés reste titulaire de sa profession et l'exerce en nom propre mais pour compte de la société. Il ne peut l'exercer par ailleurs pour compte personnel".

.../...

La dernière phrase paraît redondante et superflue puisque l'exercice de la profession en nom propre mais pour compte de la société exclut l'exercice de cette même profession pour compte personnel. Si le Gouvernement souhaitait insister sur l'interdiction indiquée, il suffirait que l'exposé des motifs soit plus explicite sur ce point. La suppression de la phrase ferait, au surplus, disparaître une discordance entre le texte néerlandais "geenszins" et le texte français "par ailleurs".

Article 3.

Suivant cette disposition,

> "Les sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles jouissent de la personnalité juridique dès la conclusion du contrat, sans préjudice des dispositions de l'article 11 concernant l'opposabilité aux tiers de l'acte de société".

L'article doit être rapproché de l'article 8, alinéa 1er, du projet, aux termes duquel "les sociétés civiles ... sont constituées aux conditions arrêtées par le Roi, pour chaque profession ou groupe de professions...".

On peut déduire de ce rapprochement que, dans la pensée des auteurs du texte, d'ailleurs confirmée par le délégué du Ministre, parmi les conditions visées à l'article 8, alinéa 1er, se trouverait, par exemple pour les sociétés d'avocats, celle selon laquelle la société serait constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau.

.../...

Etant donné les termes très généraux de l'article 3, il ne serait pas possible de reconnaître au Roi le pouvoir d'imposer une telle condition.

On se référera, par comparaison, à la loi française L 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, dont l'article 1er, alinéa 3, modifié par la loi 78-9 du 4 janvier 1978, dispose comme suit :

> "Par dérogation aux dispositions de l'article 1842 du Code civil, ces sociétés jouissent de la personnalité morale à compter, selon le cas, de l'agrément, de l'inscription ou de la titularisation prévue à l'article 6".

Il s'indiquerait que l'avant-projet contienne une disposition aux termes de laquelle, pour les sociétés qui doivent faire l'objet d'une inscription au tableau d'un ordre, ou d'une nomination, pour pouvoir exercer la profession, la personnalité juridique serait acquise à la date de l'inscription ou de la nomination.

La demande d'inscription ou de nomination devra être faite par tous les associés agissant au nom de la société en formation.

Article 4.

Alinéa 1er :

1) Aux termes de l'article 4, alinéa 1er, du projet :

> "... les associés répondent solidairement des dettes sociales sur l'intégralité de leur patrimoine".

.../...

Cette disposition est à rapprocher de l'article 17 des lois coordonnées du 30 novembre 1935 sur les sociétés commerciales :

"Les associés en nom collectif sont solidaires pour tous les engagements de la société, encore qu'un seul associé ait signé, pourvu que ce soit sous la raison sociale" (1).

Etant donné que les membres d'une société en nom collectif sont réputés commerçants à titre personnel, la règle formulée par l'article 17 des lois coordonnées peut être considérée comme une application du principe général selon lequel les engagements commerciaux sont solidaires entre ceux qui les contractent.

En revanche, dans les sociétés civiles, par application du principe énoncé à l'article 1202 du Code civil, les associés ne sont tenus solidairement qu'en cas de stipulation expresse (Code civil, article 1862) (2). En dehors de cette hypothèse, chacun n'est tenu que pour sa part virile (Code civil, article 1863). Le régime instauré p[illegible] l'article 4, alinéa 1er,

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Cette disposition est étendue aux commandités dans les sociétés en commandite simple (Lois coordonnées, article 20) et dans les sociétés en commandite par actions (Lois coordonnées, article 105).

(2) Aux termes du règlement adopté par le Conseil de l'Ordre des avocats de Bruxelles en sa séance du 17 octobre 1983, les avocats de ce barreau et les avocats à la Cour de cassation peuvent, par référence à l'article 212 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, créer entre eux une société dotée de la personnalité juridique qui pourra prendre toute forme autre que celle de la société anonyme ou de la société en commandite simple ou par actions. Ce règlement précise que la responsabilité des associés ne doit pas nécessairement être solidaire de celle de la société. Les statuts devront prévoir cependant une clause irrévocable suivant laquelle le ou les avocats associés qui ont traité le dossier seront, de plein droit, solidairement tenus des engagements de la société à l'égard du client.

du projet constitue dès lors une dérogation au droit commun, qui, selon l'exposé des motifs, aurait été prévue dans l'intérêt des tiers. Cette garantie se justifierait notamment par le fait que le projet ne prévoit aucune obligation en matière d'apport ou de capital minimum. Il faut toutefois observer que pareille obligation légale n'existe actuellement que pour les sociétés de capitaux.

L'exposé des motifs n'indique pas de quelle manière la société sera elle-même engagée. Le sera-t-elle si l'associé abuse de la raison sociale pour accomplir un acte dans son intérêt personnel ou, d'une manière plus générale, si l'associé ou le gérant agit en dehors des pouvoirs qui lui sont confiés (1)? Le Gouvernement devrait préciser sa pensée soit dans le texte même du projet, soit dans l'exposé des motifs.

2) L'article 4, alinéa 1er, du projet applique le principe qu'il énonce, aussi bien aux sociétés civiles professionnelles qu'aux sociétés interprofessionnelles. La situation des unes et des autres est cependant différente.

La société civile professionnelle est titulaire de la profession (article 1er). Il en résulte que la faute commise dans l'exercice de la profession est celle de la société et que l'obligation de réparer le préjudice subi par la victime constitue une dette sociale.

Par contre, la société civile interprofessionnelle n'est pas titulaire des diverses professions que ses membres exercent en leur nom propre et pour compte de la société. On ne voit pas dès lors en quoi l'obligation de réparer la faute professionnelle commise par un associé devrait être nécessairement assimilée à une dette de la société. Il s'indiquerait

.../...

- - - - - - - - - - -

(1) Voir pour les solutions de ces questions en matière de société en nom collectif : R.P.D.B. V° Société en nom collectif, 88 et 91.

de régler la question de manière explicite. Déjà dans l'avis n° L. 12.371/1, le Conseil d'Etat avait attiré l'attention du Gouvernement sur les difficultés que présentaient les articles 21 et 22 du projet de l'époque.

En raison de la diversité des situations, il paraît désirable d'établir des règles spécifiques différentes pour les sociétés civiles professionnelles d'une part et les sociétés civiles interprofessionnelles d'autre part.

3) Sous réserve des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Les associés répondent solidairement et indéfiniment des dettes sociales à l'égard des tiers".

Alinéa 2 :

D'après l'article 4, alinéa 2, du projet :

"Les créanciers de la société civile professionnelle ou interprofessionnelle ne peuvent poursuivre le paiement des dettes contre un associé qu'après avoir mis vainement en demeure par écrit la société".

Le régime créé par cette disposition est différent de celui qui s'applique aux associés en nom collectif ou en commandite simple et aux gérants de commandite par actions. A l'égard de ces personnes, aucun jugement à raison d'engagement de la société ne peut être rendu avant qu'il y ait condamnation contre la société elle-même (lois coordonnées sur les sociétés commerciales, article 189). On explique en général la solution de

.../...

l'article 189 par le souci d'éviter des contrariétés de décisions (Bruxelles 14.5.1949, R.P.S. 1950, 42 et VAN RYN, tome I, 1ère Edition, 1950, n° 409, p. 290) (1).

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si la différence entre le régime organisé par l'article 4, alinéa 2, du projet et celui résultant de l'article 189 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, est ou non justifiée.

Article 5.

Aux termes de l'article 5 du projet,

"Tout associé ne peut être membre que d'une seule société civile de droit belge, qu'elle soit professionnelle ou interprofessionnelle".

I. L'article 5 interdit à un associé d'être membre de deux ou de plusieurs sociétés civiles professionnelles ou interprofessionnelles de droit belge.

L'article 31 punit les infractions à cette disposition

Aucune sanction civile n'est toutefois prévue : manifestement l'article 5 est une disposition impérative, voire d'ordre public. Sa violation pourrait entraîner la nullité - relative ou absolue - de la deuxième convention puisque c'est par cette dernière que serait enfreint l'article 5. De l'accord du délégué du Ministre, le projet devrait être revu à cet égard.

II. D'après les articles 1er et 2 du projet, seules les personnes physiques peuvent faire partie soit d'une société civile professionnelle, soit d'une société civile interprofessionnelle. Bien que la société civile professionnelle soit titulaire

.../...

- - - - - - - - - -

(1) On admet aussi que l'article 189 n'est pas d'ordre public et que les associés peuvent y renoncer (Frédéricq, Tome IV, n° 234) Rien ne s'oppose non plus à ce qu'une double condamnation soit demandée simultanément contre la société et les gérants (Cass. 13.2.1890, PAS. 1890, I, 95).

de la profession, il ne lui sera dès lors pas possible de participer à la création d'une société civile interprofessionnelle. De ce fait, le principe énoncé par l'article 5 du projet ne souffrira ni exception ni dérogation.

III. L'exposé des motifs précise que l'associé d'une société civile professionnelle belge peut également être membre d'une société semblable à l'étranger. Le texte de l'article 5 fait effectivement ressortir cette particularité.

Pour des raisons de cohérence, ne conviendrait-il pas de prévoir que l'interdiction pour une personne morale de participer à la constitution d'une société civile professionnelle ou d'une société civile interprofessionnelle ne concerne que l'activité de cette société sur le territoire national ?

IV. En toute hypothèse, au point de vue de la forme, il vaudrait mieux écrire :

"Nul ne peut être membre de plus d'une société civile ..."

Article 6.

D'après l'exposé des motifs, la preuve de la complicité des coassociés ne serait pas requise lorsque les créanciers personnels des associés demandent la dissolution de la société créée en fraude de leurs droits.

L'article 1167 du Code civil, auquel le même exposé des motifs fait expressément référence, a une portée générale.

Visant tous actes généralement quelconques qui emportent appauvrissement du débiteur et notamment les aliénations (DE PAGE, 3ème édition, tome III, n° 214, p. 230), il s'applique notamment au contrat de société (DALLOZ, Droit civil, V° Action paulienne, n° 18).

.../...

La preuve de la fraude du débiteur doit être administrée. La fraude consiste dans le fait d'avoir sciemment créé ou augmenté son insolvabilité à l'égard de ses créanciers ou de certains d'entre eux (DE PAGE, tome III, n° 235, p. 248). Le tiers doit être complice de la fraude. La simple connaissance de l'état d'insolvabilité du débiteur et du préjudice causé par l'acte à ses créanciers suffit (1).

L'action paulienne est présentée en général comme une action personnelle en réparation du préjudice causé, par application des articles 1382 et 1383 du Code civil (DE PAGE, tome III, n° 252, p. 257). Elle aboutit à une réparation en nature consistant dans la restitution du bien ou, lorsque celle-ci n'est pas possible, à une réparation en équivalent par le paiement d'une indemnité en argent (DE PAGE, tome III, n° 252, p. 258).

L'exposé des motifs n'explique pas pour quelle raison les règles de l'action paulienne devraient être modifiées en ce qui concerne les sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles. Eu égard à l'importance de cette dérogation en droit commun, il se recommanderait, si le Gouvernement croit nécessaire de la maintenir, de la viser expressément dans le texte même du projet.

Article 7.

Selon cet article,

> "L'exercice du pouvoir disciplinaire par les autorités habilitées à cet effet par le statut légal ou réglementaire de la profession concernée s'exerce tant vis-à-vis de la société civile professionnelle que vis-à-vis des membres de celle-ci".

.../...

(1) Point constant : DE PAGE, tome III, n° 236, p. 234; COLIN et CAPITANT, tome II, n° 260; JOSSERAND, tome II, n° 692; Civil Termonde 6 mai 1938, PAS. 1941, III, 5.

I. Il résulte de cette disposition que les membres de la société civile professionnelle, bien que celle-ci soit titulaire de la profession (articles 1er et 2), sont eux-mêmes membres de la profession. Il conviendrait dès lors que le projet vise expressément l'inscription cumulative de la société civile professionnelle et de ses membres, à l'organisation professionnelle dont ils dépendent.

II. Etant donné que les membres d'une société civile professionnelle ne peuvent exercer l'activité professionnelle qu'au nom et pour compte de la société, il en résulte apparemment que le siège de la société dont la mention doit obligatoirement figurer dans l'acte constitutif (cfr. article 10 du projet) détermine l'autorité à qui revient l'exercice du pouvoir disciplinaire.

Toutefois, cette solution ne s'impose que si l'on admet que les membres de la société dépendent d'une seule et même organisation professionnelle qui serait celle de la société elle-même.

Il y a lieu de signaler, à titre d'exemple, que le projet de loi portant modification du Code judiciaire en vue de la constitution de deux Ordres d'avocats dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, admet la liberté de collaboration entre les avocats des deux Ordres, chacun restant soumis à la discipline des autorités de son Ordre (voir rapport fait au nom de la Commission de la justice du Sénat, Doc. parl. 598 (1983-1984), n° 2, p. 2, et le Protocole d'accord relatif aux nouvelles structures du barreau de Bruxelles annexé à ce rapport, même document, p. 20).

.../...

Le projet devrait donc régler pareil problème si le Gouvernement estime qu'il présente un caractère général. Dans la négative, la question pourrait être traitée distinctement par professions, lors de l'établissement du statut légal ou réglementaire de celles-ci.

III. L'article 7 nécessitera une adaptation des statuts législatif et réglementaire des diverses professions visées par le projet. Pareille adaptation ne pourra dans tous les cas être réalisée par le Roi sur base de l'article 8. Une intervention du législateur sera requise chaque fois que le statut de la profession est l'oeuvre de celui-ci.

IV. L'article 7 ne vise que la société civile professionnelle. La société civile interprofessionnelle échappe à toute sanction analogue. On peut se demander s'il n'y a pas là une lacune qu'il conviendrait de combler, par exemple, en conférant au Procureur du Roi un pouvoir semblable à celui qu'il détient en vertu de l'article 18 de la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

V. Sous réserve des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Le pouvoir disciplinaire est exercé par les autorités habilitées à cet effet par la loi ou par le règlement, tant à l'égard de la société civile professionnelle qu'à l'égard des membres de celle-ci".

.../...

II.- D'après l'article 10, 8, l'acte de société doit mentionner "les droits et les obligations des associés entre eux et à l'égard de la société". La même règle découle de l'article 22 du projet qui renvoie à l'acte constitutif pour le règlement des droits de l'ancien associé ou de ses ayants droit dans l'hypothèse ou ledit associé perd la qualité de membre de la société.

Bien que l'exposé des motifs souligne l'importance de cette mention, le texte du projet ne stipule aucune sanction dans le cas où les associés s'abstiennent de se conformer à l'article 10, 8, lors de la rédaction de l'acte constitutif. Dans la même hypothèse, le projet n'arrête pas les règles de droit supplétif applicables. Dans le silence des statuts, le droit commun devra dès lors être applicable. La mise en oeuvre des principes généraux régissant les sociétés civiles pourrait cependant s'avérer délicate, notamment lorsqu'il s'agira de définir comment s'opère, à défaut de disposition statutaire, la cession des droits des associés entre vifs ou à cause de mort, ou comment s'apprécie la responsabilité de l'associé exclu pendant la période de son exclusion, dans l'hypothèse où il est ultérieurement réintégré conformément à l'article 21 du projet.

A moins que le Gouvernement n'estime que les règles à mettre en oeuvre en l'absence d'accord exprimé par les parties ne soient définies distinctement par profession et dès lors précisées pour chacune de celles-ci lors des arrêtés d'application de la loi-cadre à intervenir, il conviendrait que le projet soit complété sur ce point.

III.- Pour se conformer à l'usage et par souci de clarté, il conviendrait d'introduire les différentes mentions par "1°, 2°, 3°, ..." plutôt que par "1), 2), 3), ...".

.../...

Article 11.

Selon l'avant-projet, seuls des extraits de l'acte constitutif doivent être déposés au greffe du tribunal de première instance et faire l'objet d'une publication par mention aux annexes du Moniteur belge. L'acte intégral n'est pas déposé au greffe : le Gouvernement estime que tous les points autres que ceux qui doivent être énoncés dans l'extrait ne sont pas de nature à intéresser les tiers, qui, en conséquence, n'ont pas à en prendre connaissance.

A l'alinéa 1er, il est proposé d'écrire :

"Les actes sont déposés par extrait, dans la quinzaine de leur date, ...".

Le texte néerlandais des deux dernières phrases de l'alinéa 1er devrait, conformément à l'article 10, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4 en projet, qui deviendrait l'alinéa 3 du paragraphe 1er, la seconde phrase devrait être rédigée comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 ne présente d'intérêt que si la modification porte sur l'un des points qui doivent être mentionnés dans l'extrait de l'acte constitutif.

Aussi est-il suggéré de rassembler en un paragraphe 1er tous les alinéas de l'article 11 du projet, à l'exception de l'alinéa 2 qui formerait un paragraphe 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Tout acte portant modification d'un élément visé à l'article 10, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°, est déposé et publié conformément au paragraphe 1er".

.../...

Article 12.

D'après l'article 12,

"La dénomination de la société ne peut comporter que le nom d'associés ou d'anciens associés".

Il résulte de l'exposé des motifs que la rédaction de ce texte a été inspirée par le désir d'autoriser l'utilisation du nom d'anciens associés en raison de la notoriété que ceux-ci avaient pu acquérir dans l'exercice de la profession. La formule restrictive employée par l'article 12 interdit que la dénomination de la société contienne d'autre mention que celle du nom d'associés ou d'anciens associés. Exclure de la dénomination la mention de la profession ne paraît cependant pas justifié. Au contraire, l'indication des professions exercées peut être souhaitable, plus particulièrement dans le cas des sociétés civiles interprofessionnelles. Si le Gouvernement se ralliait à cette observation, le texte de l'article 1 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

La dénomination de la société ne peut comprendre que le nom d'associés ou d'anciens associés et éventuellemnt la mention de la profession effectivement exercée par la société civile professionnelle ou des professions exercées au sein de la société civile interprofessionnelle".

.../...

Article 13.

Suivant cet article,

"Si la société comporte un capital social, celui-ci ne peut être représenté par des titres négociables".

On comparera le laconisme de la formule présentement retenue à la précision plus grande du projet qui a fait l'objet de l'avis n° L. 12.371/1, notamment dans ses articles 15, 16 et 23 à 28.

Certes, l'interdiction de la représentation du capital par des "titres négociables" n'exclut pas formellement la négociation des parts sociales entre associés ou entre ceux-ci et des tiers remplissant les conditions requises pour l'exercice de la profession. Mais, pour prévenir toute erreur d'interprétation à ce sujet, il conviendrait que le régime de cession des parts soit exposé avec plus de précision.

Il serait préférable d'écrire : "Si la société a un capital social, ...".

Article 14.

L'article vise la nullité de la société civile lorsque la constitution de celle-ci est affectée de l'un des vices énumérés à l'alinéa 1er. Par contre, il omet de préciser qu'une solution analogue à celle que prévoient les alinéas 1er et 2 peut s'appliquer à la nullité des modifications apportées aux statuts.

.../...

Il ressort du rapprochement des alinéas 1er et 2 que, dans les sociétés civiles professionnelles, le pouvoir de chaque associé de représenter la société s'étend aux actes qui ne constituent pas l'exercice de la profession.

Par ailleurs, à l'alinéa 1er, les mots "de l'acte de société" réduisent indûment la portée impérative de la disposition.

Le texte suivant est proposé :

"§ 1er. Nonobstant toute disposition contraire, chaque associé représente la société à l'égard des tiers. Il agit au nom de celle-ci en justice, soit en demandant soit en défendant.

Toutefois, dans les sociétés civiles interprofessionnelles, la représentation de la société par chaque associé ne s'étend pas aux actes d'exercice de la profession. Sauf pour ces actes, le pouvoir de représenter la société civile professionnelle ou interprofessionnelle peut être conféré à un tiers par l'acte de la société ou par décision de l'assemblée générale. Cette délégation est opposable aux tiers dans les conditions fixées à l'article 11, alinéas 1er et 4".

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit en français :

"§ 2. La signature de tout acte engageant la société doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication du nom et de la qualité du signataire".

Le mandat prévu par le paragraphe 3 étant un mandat légal, du moins en ce qui concerne les associés, il est proposé d'écrire :

.../...

"§ 3. Les associés et le tiers auquel le pouvoir de représentation générale de la société a été conféré, sont responsables, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu. Chacun des associés peut exercer l'action en responsabilité au nom et pour compte de la société".

Article 16.

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, est rédigé en termes trop imprécis. Par exemple, le pouvoir de l'assemblée générale en ce qui concerne les comptes de la société ne peut être réduit à "l'examen ... de (la) situation comptable", sans quoi on n'apercevrait pas comment des résultats pourraient faire l'objet d'une affectation.

L'alinéa devrait être revu.

Le paragraphe 3 pourrait être simplifié ainsi qu'il suit :

§ 3. Sauf disposition contraire de l'acte de société, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix".

Article 18.

Selon l'article 18, tout document qui émane de la société doit mentionner, notamment, "la profession exercée par

.../...

Par ailleurs, l'alinéa 1er ne cite pas tous les cas de nullité. En effet, d'une part, il énonce limitativement certaines causes de nullité établies par la loi en projet (1° et 2°), et d'autre part, il se réfère pour d'autres nullités au droit commun des obligations.

Aussi, est-il proposé de faire clairement ressortir ces différents aspects en rédigeant l'article comme suit :

"Article 14.-

§ 1er. La nullité d'une société civile professionnelle ou interprofessionnelle ne peut être prononcée que par une décision judiciaire et dans l'un des cas suivants :

1° lorsque l'acte constitutif fait défaut ou qu'il ne contient aucune indication au sujet de la dénomination, de l'objet ou du siège de la société, ou du nom des associés;

2° dans les cas prévus par les dispositions qui régissent la nullité des contrats en général et du contrat de société en particulier.

Le dispositif du jugement prononçant la nullité est publié aux annexes du Moniteur belge. La nullité produit ses effets, entre parties, dès la prononciation du jugement et, à l'égard des tiers, dès la publication de celui-ci.

La nullité de la société entraîne la liquidation de celle-ci comme dans le cas d'une dissolution. Elle ne porte pas atteinte par elle-même à la validité des engagements de la société ou de ceux pris envers elle, sans préjudice des effets de l'état de liquidation.

.../...

S'il y a lieu, le tribunal désigne les liquidateurs et détermine le mode de liquidation.

§ 2. La nullité de l'acte modificatif d'une société civile professionnelle ou interprofessionnelle ne peut être prononcée que par une décision judiciaire et dans l'un des cas suivants :

1° lorsque l'acte modificatif n'est pas conforme à l'article 9, alinéa 2;

2° dans les cas prévus par les dispositions qui régissent la nullité des contrats en général et du contrat de société en particulier.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, est applicable à la nullité de la modification".

Article 15.

Selon le paragraphe 1er,

"§ 1er Nonobstant toute disposition contraire de l'acte de société, chaque associé représente la société à l'égard des tiers et en justice soit en demandant soit en défendant.

En ce qui concerne les sociétés civiles professionnelles, cette représentation vise indifféremment les actes qui constituent ou non l'exercice de la profession concernée.

Toutefois, l'acte de société ou l'assemblée générale peuvent, pour les actes qui ne constituent pas l'exercice de la ou des professions concernées, conférer à un tiers le pouvoir de représentation générale de la société. Cette délégation est opposable aux tiers dans les conditions fixées à l'article 11, alinéas 1er, 4 et 5".

.../...

Article 8.

Sans le préciser en termes exprès, l'article vise deux types d'arrêtés royaux.

Le premier type, qui fait l'objet de l'alinéa 2, est un arrêté royal général qui, sans distinguer entre les professions visées par la loi, fixe les modalités d'introduction et d'examen de la requête des autorités représentatives de ces professions. Cet arrêté est délibéré en Conseil des Ministres.

Le deuxième, qui fait l'objet de l'alinéa 1er, est formé d'un ou de plusieurs arrêtés royaux propres à chaque profession. Ces arrêtés sont pris à la requête des autorités qui représentent légalement les professions. Par ces arrêtés, le Roi établit les conditions de constitution des sociétés civiles professionnelles ou interprofessionnelles.

Deux questions se posent en relation avec les officiers ministériels.

En premier lieu, des règles particulières devront être adoptées pour permettre à une société civile de notaires d'être elle-même titulaire d'un office notarial (cfr. article 1er, alinéa 2) Ces règles entraînent certes la modification de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, et de l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires, mais aussi elles portent sur des problèmes nouveaux, comme ceux-ci : y a-t-il un nombre limité de sociétés autorisées par arrondissement judiciaire ? la disparition de tous les associés, sauf un, a pour effet, de dissoudre la société, mais l'unique associé restant devient-il titulaire de l'étude ? etc. L'intervention du législateur sera donc requise préalablement à l'adoption des arrêtés royaux relatifs à cette profession.

.../...

En second lieu, l'exposé des motifs souligne à bon droit que la profession notariale ne fait légalement l'objet d'aucune représentation au niveau national : l'arrêté du 2 nivôse an XII ne connaît, en effet, que les chambres d'arrondissement. Les mots "sur la requête des autorités habilitées par ... un arrêté royal à représenter la profession" ont pour but de permettre au Roi de désigner de telles autorités pour les besoins de l'application de la loi en projet. Tel qu'il est rédigé, le texte n'a pas nécessairement cette portée. Il paraît davantage se référer à des autorités qui sont établies par la loi (ex. le Conseil général de l'Ordre national des avocats) ou par un arrêté royal organique du statut des diverses professions. En d'autres termes, on pourrait douter que l'article 8, alinéa ler, donne une habilitation au Roi pour désigner les autorités qui seront compétentes pour introduire une requête au nom d'une profession déterminée, à défaut d'autorités légalement investies d'une telle compétence.

De l'accord du délégué du Ministre, le texte suivant est proposé pour l'alinéa ler :

"Les sociétés civiles professionnelles ou interprofessionnelles sont constituées aux conditions que le Roi arrête pour chaque profession ou groupe de professions, à la requête des autorités qui sont habilitées à représenter la profession en vertu du statut législatif ou réglementaire de celle-ci, ou, à défaut, des organisations que le Roi a spécialement désignées à cette fin".

Article 9.

Au début du texte néerlandais de l'alinéa ler, il faut écrire : "De professionele of interprofessionele burgerlijke venootschap wordt ...".

A l'alinéa 2 le texte néerlandais ("Iedere wijziging van de vennootschapsakte") ne correspond pas au texte français ("Toute modification des actes de société").

Article 10.

I.- Dans la phrase introductive, les mots "au moins", dont l'équivalent ne figure pas dans le texte néerlandais, sont superflus et peuvent être omis.

.../...

la société civile professionnelle". Rien n'est prévu en ce qui concerne les sociétés civiles interprofessionnelles. Il conviendrait, à tout le moins, que pour celles-ci, les professions exercées par les associés soient indiquées sur le document afin que le destinataire de celui-ci ait connaissance du type de professions en cause.

L'article serait, pour le surplus, mieux rédigé comme suit :

"Article 18.-

Tous les documents émanant de la société contiennent les indications suivantes :

1° la dénomination de la société;

2° la mention "société civile professionnelle" ou "société civile interprofessionnelle",selon le cas, reproduite lisiblement et en toutes lettres;

3° la profession exercée par la société civile professionnelle ou les professions exercées au sein de la société civile interprofessionnelle;

4° le siège de la société;

5° le tribunal de première instance au greffe duquel les formalités visées à l'article 11 ont été accomplies et le numéro du dossier tenu au greffe pour la société".

.../...

Article 19.

Suivant cette disposition,

"Nonobstant toute disposition contraire de l'acte de société, chaque associé a le droit de se retirer de la société mais en respectant les formes prévues à cet effet par l'acte de société".

Il semble ressortir de ce texte que l'acte de société ne peut disposer valablement qu'en ce qui concerne "les formes" selon lesquelles un associé a le droit de se retirer de la société.

Les mots "les formes" sont trop imprécis pour assurer un minimum de sécurité juridique quant à la portée de la disposition. Faut-il, par exemple, déduire de celle-ci que demeurerait sans effet une clause de l'acte de société qui subordonnerait le retrait d'un associé à certaines conditions, destinées à prévenir un retrait intempestif ? On rapprochera à cet égard la disposition en projet de l'article 2 de la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association. Le risque d'insécurité paraît d'autant plus grand que l'exposé des motifs ne fournit sur ce point aucune indication quant aux intentions du Gouvernement.

Article 20.

A propos des articles 19 à 22, l'exposé des motifs précise que :

"Ces articles ont pour objet la qualité d'associé et notamment la perte de cette qualité ainsi que les conséquences qui en résultent pour l'associé, ses ayants droit et les tiers. Les conséquences pour la société sont prévues par les articles 24 et suivants".

.../...

La rédaction de l'article 20 ne répond pas parfaitement à ces indications. Si l'alinéa 1er de l'article 20 consacre la perte de plein droit de la qualité d'associé en cas d'interdiction professionnelle définitive ou d'incapacité, l'alinéa 2 du même article décide qu'en cas de décès, les ayants droit de l'associé décédé n'acquièrent pas de plein droit la qualité d'associé. Or, si les ayants droit de l'associé décédé peuvent en pareil cas acquérir la qualité d'associé, ce n'est pas parce qu'ils ont de plein droit vocation à succéder au défunt.

L'article 20, alinéa 2, est donc superflu et devrait être omis.

Quant à l'article 20, alinéa 1er, il serait mieux rédigé de la manière suivante :

"La perte de la capacité civile ou la perte définitive de la qualité requise pour exercer la profession entraîne de plein droit la perte de la qualité d'associé".

Article 21.

L'article 21 indique dans quelles conditions un associé peut être exclu de la société civile professionnelle ou interprofessionnelle.

Il ne paraît pas inutile de rappeler quel est, dans le même cas, le régime applicable aux sociétés civiles, aux associations sans but lucratif et aux sociétés commerciales.

.../...

Pour les sociétés civiles, il n'existe à l'heure actuelle aucune cause légale d'exclusion. Seule la dissolution judiciaire de la société peut être demandée. Celle-ci est soumise à l'appréciation souveraine du juge. Il s'agit d'une dissolution spécifique au contrat de société, qui se justifie par la nature même du contrat et notamment par la circonstance que le contrat de société impose à ceux qui y sont parties un devoir de confraternité (1).

En ce qui concerne les associations sans but lucratif, l'article 12 de la loi du 27 juin 1921 dispose que :

> "L'exclusion d'un associé ne peut être prononcée que par l'assemblée générale et à la majorité des deux tiers des voix".

Les tribunaux ne peuvent apprécier le bien-fondé de la décision de l'assemblée générale car ils ne peuvent se substituer au pouvoir souverain de l'association. Leur rôle doit se limiter à vérifier la régularité de la procédure d'exclusion (2).

.../...

(1) Cf : DE PAGE, Traité de droit civil, T.V n° 102. Les statuts peuvent-ils prévoir, dans certains cas et sous certaines conditions, par exemple moyennant la décision unanime ou majoritaire des autres associés, l'exclusion d'un des membres de la société ? Pour DE PAGE, T.V n° 106, la réponse est négative. L'associé, même en faute, a dans l'avoir social des droits dont on ne peut le priver. La société qui continuerait entre les autres associés serait une société nouvelle. D'autres auteurs, sont moins rigoureux. Ils pensent qu'une stipulation statutaire de ce genre ne serait contraire à aucun principe de droit (R.P.D.B. V° Sociétés, Contrat), PLANIOL ET RIPERT, T. XI n° 1067).

(2) 'T KINT, Les A.S.B.L., n° 169.

Dans les sociétés commerciales, on admet qu'il est licite de réserver aux associés, statuant à l'unanimité ou même à la majorité, le droit de prononcer l'exclusion de l'un d'eux. L'exclusion n'est toutefois possible qu'en cas de faute et sauf recours aux tribunaux de l'associé exclu (1).

Ce n'est que dans les sociétés coopératives, en raison de leur caractère de société ouverte, que la loi reconnaît aux rédacteurs des statuts le droit de régler librement les conditions d'exclusion des associés (2).

D'après l'article 21 du projet, la décision d'exclusion de l'assemblée générale ne peut frapper que l'associé qui contrevient gravement à ses obligations ou cause un trouble important au fonctionnement de la société. Cette décision n'est toutefois pas souveraine, car dans les trois mois l'associé exclu peut exercer un recours devant le tribunal de première instance du lieu du siège de la société. Dans l'hypothèse où il considère que l'exclusion n'est pas justifiée, le tribunal peut, selon les circonstances, soit accorder une indemnité à l'associé indûment exclu, soit même le réintégrer. D'après l'exposé des motifs, l'indemnisation se rapporte uniquement à l'exclusion illégitime. Les conséquences patrimoniales de l'exclusion doivent être réglées amiablement ou judiciairement. L'article 21, alinéa final, précise qu'il ne peut être dérogé aux dispositions que le texte prévoit. Rien n'empêche cependant de prévoir dans les statuts qu'une majorité plus ample que la majorité simple soit nécessaire, puisque sur l'importance de la majorité, l'article 21 ne se prononce pas.

.../...

(1) VAN RYN, Précis de droit commercial, T.I n° 338.

(2) VAN RYN, ibidem; voir aussi lois coordonnées sur les sociétés commerciales, article 145. En matière de sociétés coopératives, la nature de la mesure d'exclusion et l'étendue du contrôle judiciaire sont controversées ('T KINT et GODIN, Les sociétés coopératives, n° 355 et ss.).

L'article 21 doit être rapproché de l'article 1871 du Code civil.

Aux termes de l'article 30 du projet,

"Les articles 1832 à 1872 du Code civil sont applicables aux sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles et aux sociétés civiles de moyens dans celles de leurs dispositions qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente loi".

L'article 1871 du Code civil dispose comme suit :

"La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu qu'autant qu'il y en a de justes motifs comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société ou autre cas semblable dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges".

Cet article n'est incompatible avec aucune disposition de l'avant-projet. Il s'ensuit que dans une société constituée pour un temps déterminé, chaque associé dispose de deux possibilités lorsqu'un autre associé manque gravement à ses obligations : soit demander à l'assemblée générale l'exclusion de celui-ci (article 21 de l'avant-projet), soit demander en justice la dissolution de la société (article 1871 du Code civil).

On peut se demander si la création de pareille dualité de régimes n'engendre pas le risque d'une certaine incohérence. Pourquoi, dans un cas, l'intervention de l'assemblée générale est-elle nécessaire sans possibilité de recours immédiat aux tribunaux ? Pourquoi, dans l'autre, la dissolution de la

.../...

société est-elle la sanction ? Pourquoi dans la première hypothèse, le contrôle du pouvoir judiciaire ne porte-t-il que sur l'existence d'un manquement "grave" ou d'un trouble"important", tandis que dans le second, l'appréciation des juges est souveraine en ce qui concerne la nature et la gravité des griefs invoqués ? Pourquoi dans l'exclusion,la majorité des suffrages des associés est-elle requise, alors que dans la dissolution, un seul associé a qualité pour la demander ? (1)

On peut s'interroger également sur l'intérêt d'une décision judiciaire de réintégration qui interviendrait postérieurement à la mesure d'exclusion votée par l'assemblée générale. Pareille réintégration qui risque de survenir longtemps après l'exclusion, sera de nature à apporter un grand trouble à des rapports humains déjà fortement perturbés par la décision défavorable de l'assemblée générale. Il est à craindre que la cohabitation qui suivra la décision de réintégration ne soit la source de nouveaux litiges. Le Gouvernement et les Chambres législatives devraient s'interroger sur l'utilité de maintenir la mesure de réintégration ou d'y apporter les amendements requis.

Enfin, l'exposé des motifs relève que la sanction d'exclusion est une sanction sérieuse et "qu'une tentative de résoudre les difficultés à l'amiable sera, dès lors, faite au préalable". Le texte de l'article 21 ne faisant pas mention d'un préliminaire de conciliation, on peut penser que cette appréciation ne constitue qu'une recommandation de caractère général. Si le Gouvernement pensait qu'avant de prendre une décision d'exclusion, les associés devaient faire la preuve qu'ils ont préalablement tenté de trouver une solution amiable, cette condition devrait être prévue expressément dans le texte de l'article 21.

.../...

(1) DE PAGE, T.V, n° 102.

Article 22.

Suivant l'alinéa 2,

"Celui qui perd la qualité d'associé et, en cas de décès, les ayants droit, pour autant qu'ils ne soient pas eux-mêmes admis comme associés de la société, ne sont pas tenus, à l'égard des tiers, des obligations que la société contracte à partir du jour de la publication de ces faits".

Les mots "pour autant qu'ils ne soient pas eux-mêmes admis comme associés de la société" sont superflus puisque, dans cette hypothèse, les ayants droit seraient tenus à un autre titre que celui d'ayant droit.

Article 23.

L'alinéa 3 est équivoque car il réunit diverses règles dont certaines sont applicables aux seules sociétés à durée illimitée, et d'autres qui sont relatives à toutes les sociétés, quelle que soit leur durée.

A l'alinéa 2, il y a un manque de concordance entre le texte français ("pour une durée limitée ou illimitée") et le texte néerlandais ("een onbepaalde tijd").

Il est proposé de scinder l'alinéa 3 comme suit :

"Si aucune durée n'est fixée, les articles 1865, 5°, et 1869 du Code civil ne sont pas applicables. La dissolution de la société peut être demandée en justice pour de justes motifs.

Quelle que soit sa durée, la société peut être dissoute par l'assemblée générale qui décide selon les conditions prescrites pour la modification de l'acte de société".

Article 24.

Le texte suivant est proposé :

"Article 24.-

Le décès, l'interdiction professionnelle définitive, l'incapacité, la déconfiture, l'exclusion ou le retrait d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société".

.../...

Article 25.

Aux termes du paragraphe 2, lorsque, dans une société civile interprofessionnelle, une profession est exercée par un associé qui vient à disparaître, la société est dissoute de plein droit sauf si, dans le délai d'un an, les autres associés ont "décidé de modifier l'objet social". Une question fondamentale se pose : la modification de l'objet social a-t-elle pour effet de changer la nature de la société ? En effet, dans certains cas, la société civile interprofessionnelle ne comprendra plus que des membres d'une seule profession, comme la société professionnelle; dans d'autres, elle comprendra toujours les membres de plusieurs professions, mais le nombre de ces professions aura diminué.

A l'analyse, il apparaît que la société civile professionnelle et la société civile interprofessionnelle présentent les mêmes caractéristiques constitutives, à la différence que l'une exerce elle-même la profession, au contraire de l'autre.

Des difficultés risquent cependant de naître. Ainsi, par exemple, deux notaires de résidence à Bruxelles et un avocat peuvent constituer une société civile interprofessionnelle. Chaque notaire a son étude puisqu'une telle société n'est pas titulaire de la profession. L'avocat se retire. A l'expiration du délai d'un an, il n'y aura plus de société civile interprofessionnelle et il n'y aura pas de société civile professionnelle de notaires puisque chacun de ceux-ci est titulaire d'une étude différente, que l'un et

.../...

l'autre auront même peut-être été nommés à des résidences différentes. Un changement d'objet social signifierait que les deux notaires devraient démissionner et que la société civile, devenue professionnelle, devrait être nommée notaire, le cas échéant à l'une des résidences.

Ces difficultés semblent moins être attachées à la nature de la société qu'à la profession-même qui est exercée.

La question de la transformation de la société se pose en des termes différents si, par la modification de l'objet social, la société civile interprofessionnelle devient une société civile de moyens. En pareil cas, il y aurait lieu de considérer que la société change de nature.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Lorsque, pour un motif quelconque, une société civile interprofessionnelle ne comprend plus au moins un associé pour chacune des professions exercées, la société est dissoute de plein droit à l'expiration d'une année sauf si, à l'expiration de ce terme, toutes les professions initialement représentées le sont à nouveau toutes ou si l'objet social a été modifié avec, le cas échéant, pour conséquence, que la société devienne une société professionnelle".

On observera que, dans ce texte, l'usage du terme "transformation" a été évité afin d'indiquer que la seule modification de l'objet social peut suffire à faire d'une société interprofessionnelle une société professionnelle, conformément à ce qui, à la lecture de l'exposé des motifs, paraît être l'intention du Gouvernement.

.../...

Article 26.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"A défaut de disposition contraire dans l'acte de société, l'assemblée générale détermine le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs".

Article 27.

A l'alinéa 1er, il faut écrire dans le texte français : "Lorsque la liquidation est terminée, les liquidateurs font un rapport ...".

A l'alinéa 2, il faut écrire dans le texte français : "L'assemblée générale statue ...", puisque tout l'article est à l'indicatif présent.

Sur le modèle de l'article 194 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dont l'exposé des motifs déclare à juste titre qu'il y a lieu de s'inspirer, il vaudrait mieux rédiger comme suit l'alinéa 4 :

"Sont prescrites par cinq ans toutes actions contre la société représentée par les liquidateurs ou par les anciens associés, à partir de la publication prescrite par l'alinéa 3".

On observera que l'alinéa 4 proposé, pas plus que l'alinéa 4 du projet, n'établit un délai de prescription abrégé pour les actions dirigées contre les liquidateurs en tant que tels. On comparera cette solution avec celle de l'article 194 précité.

.../...

Article 28.

I. D'après l'article 28, chaque associé ne recouvre le droit d'exercer la profession soit en nom personnel, soit comme membre d'une autre société civile, professionnelle ou interprofessionnelle "qu'au jour de la publication de la dissolution de la société qui est mise en liquidation".

En raison des délais qui s'écouleront entre la dissolution proprement dite et la publication effective de celle-ci, les associés risquent de se trouver en difficulté pour la poursuite de leurs activités professionnelles. S'il maintient la disposition prise au projet, le Gouvernement devrait se prononcer sur le sort qui sera réservé aux associés de la société dissoute pendant la période considérée.

II. Sous cette réserve, le texte suivant est proposé :

"Article 28.-

A partir de la publication de la dissolution de la société, chaque associé a le droit d'exercer sa profession en son nom et pour son compte, ou de devenir membre d'une autre société civile professionnelle ou interprofessionnelle".

.../...

Article 30.

L'article 30 est en soi superflu car les dispositions du Code civil forment le droit commun du contrat de société. Dès lors, il est proposé de supprimer cet article, un commentaire dans l'exposé des motifs étant suffisant.

L'article 30 de la loi française, modifié par le décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, porte que "Les chapitres Ier et II du titre IX du livre III du Code civil sont applicables aux sociétés civiles professionnelles dans leurs dispositions qui ne sont pas contraires à celles de la présente loi". C'est dire que le chapitre III ("Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers" - articles 1843 à 1864) et le chapitre IV ("Des différentes manières dont finit la société" - articles 1865 à 1872) ne sont pas applicables aux sociétés civiles professionnelles. Par contre tout le titre IX du livre III du Code civil régit les sociétés civiles de moyens.

Articles 31 à 33 (devenant éventuellement les articles 30 à 32).

1° Il se recommande de conjuguer les verbes à l'indicatif présent.

2° Suivant l'article 32,

> "Seront punis d'une peine d'emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui contreviennent aux dispositions que le Roi détermine dans les arrêtés pris en exécution de l'article 8, alinéa ler".

On peut se demander s'il convient que le législateur punisse, dès à présent, de peines d'ailleurs relativement sévères, des faits qui ne seront déterminables en tant qu'infractions qu'après qu'auront été pris des arrêtés dont le contenu sera vraisemblablement à la fois technique et complexe. Dans l'état actuel d'imprécision des intentions du Gouvernement en ce qui concerne

.../...

ce contenu, n'est-il pas hasardeux de punir sévèrement, et selon un même système, des faits dont la gravité sera peut-être très différente, voire des manquements à de simples règles d'organisation interne ? Ne serait-il pas préférable de conférer à cet égard une habilitation au Roi dans des limites que la loi préciserait, et qui pourraient être moins strictes que celles que l'article 32 prévoit ?

3° L'article 33 (devenant éventuellement l'article 32) serait mieux rédigé comme suit :

"Article (32).-

Quiconque contrevient à l'article 13 est puni d'une amende de cinquante francs à dix mille francs".

Article 34 (devenant éventuellement l'article 33).

L'alinéa 2 manque de précision. En effet, le droit pénal punit des personnes qui ont commis un fait déterminé, il ne punit pas le fait lui-même.

L'emploi "illicite" des appellations "société civile professionnelle", "société civile interprofessionnelle" et "société civile de moyens" sera l'oeuvre soit de sociétés de fait, soit de personnes physiques isolées, soit peut-être de sociétés civiles à forme commerciale. Dans tous les cas, seules des personnes physiques seront poursuivies et condamnées puisque notre droit pénal ignore en principe l'incrimination des personnes morales.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article (33).-

Est puni d'une amende de deux cents à dix mille francs quiconque use des appellations "société civile professionnelle", "société civile interprofessionnelle" ou "société civile de moyens", ou de toute autre appellation qui prête à confusion avec

.../...

celles-ci, pour désigner des sociétés ou des associations autres que celles qui sont visées par la présente loi.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la publication du jugement aux frais du condamné, dans trois journaux au maximum; il peut aussi en ordonner l'affichage aux conditions qu'il détermine".

Article 35 (devenant éventuellement l'article 34).

Le texte suivant est proposé :

"Article (34).-

Les dispositions du livre ler du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi et par les arrêtés visés à l'article 8, alinéa ler".

\+

\+ \+

OBSERVATION FINALE.

Par une lettre du 9 mai 1984, le Ministre des Finances a saisi le Conseil d'Etat d'un projet de loi contenant des dispositions destinées à s'intégrer dans le présent projet sous forme d'un "Chapitre V. - Dispositions fiscales" (articles 36 à 43) (1).

Si le présent projet est ainsi complété, il doit être également proposé et contresigné par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur.

---

(1) L'avis sur ce second projet sera donné sous le numéro L. 16.177/2

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Terwijl artikel 1 van de Franse wet van 29 november 1966 "relative aux sociétés civiles professionnelles" de oprichting toelaat van vennootschappen "entre personnes physiques exerçant une même profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé", staat artikel 1 van het voorontwerp de oprichting toe van burgerlijke vennootschappen tussen "natuurlijke personen die zelfstandig hetzelfde intellectueel beroep uitoefenen van niet handelsrechtelijke aard, maar dat beheerst wordt door een bij de wet of bij verordening geregeld statuut".

Het is dus de bedoeling dat de ontworpen wet niet alleen op vrije beroepen toepassing zou vinden, maar ook op alle intellectuele beroepen, voorzover drie voorwaarden tegelijkertijd vervuld zijn :

I) het beroep moet van niet-handelsrechtelijke aard zijn; uitgesloten zijn dus onder meer : de commissionairs, de makelaars, de handelsagenten en vooral de houders van agentschappen en van zakenkantoren. Er dient te worden opgemerkt dat de Raad van State in advies L. 12.371/1 van 3 juni 1976 voorgesteld had nader te bepalen dat het intellectueel beroep een "burgerlijk karakter" moest hebben (blz. 15). De Regering heeft de voorkeur gegeven aan de formule "van niet-handelsrechtelijke aard";

II) het beroep moet beheerst worden door een bij de wet of bij verordening geregeld statuut. De memorie van toelichting vermeldt in dit verband de notarissen, de advocaten,

.../...

de gerechtsdeurwaarders alsmede de "zogenaamde intellectuele beroepen" die onderworpen zijn aan de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen. Verder kunnen nog de architecten en de geneesheren worden genoemd (1).

Daarentegen heeft de weglating van de woorden (beroep) "waarvan de titel beschermd is", die voorkwamen in het vorige ontwerp en die in de Franse wet staan, blijkbaar tot gevolg dat de ontworpen wet geen toepassing vindt op de journalisten. De wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist heeft immers geen "statuut" van het beroep vastgesteld;

III) het beroep moet zelfstandig worden uitgeoefend.

Artikel 1 vermeldt de ministeriële ambtenaren niet uitdrukkelijk onder de beroepen waarvan de beoefenaars zich kunnen verenigen. Zowel de Franse wet als het vorige ontwerp vermelden uitdrukkelijk de ministeriële ambtenaren. De memorie van toelichting van het voorontwerp verwijst er vaak naar. Om iedere twijfel te vermijden en gelet op het feit dat de notarissen, de gerechtsdeurwaarders en de advocaten bij het Hof van Cassatie hun ambt ontlenen aan een benoeming door de Koning, zou het dan ook wenselijk zijn in artikel 1 nader te bepalen dat de ontworpen wet toepassing vindt op de ministeriële ambtenaren. Dit is belangrijk, aangezien het de vennootschap is die krachtens het tweede lid tot notaris zal worden benoemd en aldus het notarisambt zal uitoefenen.

.../...

(1) De medische en paramedische beroepen vielen buiten het toepassingsgebied van artikel 3 van het ontwerp waarover de Raad van Stat het advies L.12.371/1 heeft gegeven. Dat is thans niet meer het geval, maar de nieuwe tekst zal op die beroepen alleen toepassing vinden indien deze erom verzoeken.

Blijkens artikel 1 kunnen alleen personen die het beroep reeds uitoefenen, zich verenigen. De vennootschap zou onder haar leden geen vennoot mogen tellen die vóór zijn toetreding tot de vennootschap nooit het beroep heeft uitgeoefend. Die mogelijkheid bestond wel in de Franse wet en ook in het vorige ontwerp. Het voorontwerp dat thans wordt onderzocht lijkt dus restrictiever. Dat is, vooral wat de ministeriële ambtenaren betreft, niet probleemloos.

Indien alleen een reeds benoemde notaris een professionele burgerlijke vennootschap kan oprichten met andere collega's, zal in beginsel alleen de vennootschap titularis zijn van een notariskantoor, hetgeen meebrengt dat andere notarissen benoemd zullen worden voor de kantoren die niet langer bezet zijn door diegenen die een vennootschap bebben aangegaan. Een en ander betekent dat heel wat problemen zullen moeten worden opgelost en dat het wettelijk statuut van het notariaat in zekere mate zal moeten worden gewijzigd.

Volgens de gemachtigde van de Minister ligt het niet in de bedoeling van de Regering de burgerlijke vennootschap ontoegankelijk te maken voor personen die het beroep niet reeds uitgeoefend zouden hebben en die alle voorwaarden zouden vervullen om dit te doen.

Een nieuw artikel zou derhalve in het voorontwerp moeten worden opgenomen. In zijn advies L. 12.371/1 (blz. 21) had de Raad van State de volgende tekst voorgesteld :

> "Als vennoot mag worden opgenomen hij die vóór de oprichting van de vennootschap het beroep op regelmatige wijze individueel uitoefende, alsook hij die onder voldoening aan alle eisen van de geldende wetten en verordeningen geroepen is om het beroep uit te oefenen".

.../...

Artikel 2.

De opmerkingen die gemaakt zijn bij artikel 1 gelden ook voor artikel 2.

Een van de voorwaarden welke dat artikel stelt opdat personen die verschillende beroepen uitoefenen zich kunnen verenigen, is dat hun werkzaamheid een "aanvullend" karakter vertoont. De memorie van toelichting bevat geen enkele aanwijzing omtrent de draagwijdte van dit adjectief dat uiteraard in zeer uiteenlopende betekenissen kan worden verstaan.

Als men artikel 2 in verband brengt met artikel 8, kan men veronderstellen dat het onderling aanvullend karakter van de beroepen zal blijken uit gelijkgerichte aanvragen die moeten komen van alle betrokken beroepen, zoals de memorie van toelichting het stelt. Dat neemt echter niet weg dat die gelijkgerichte aanvragen niet mogen ingaan tegen de zin zelf van het begrip "aanvullend karakter", zoals dat ingevolge de wet verstaan zal dienen te worden.

Het is overigens niet zeker dat artikel 8, de Koning toestaat om zelf een beslissing te nemen ten aanzien van de mogelijk uiteenlopende voorwaarden waarvan die beroepen het aanvullend karakter, waarover zij het nochtans in beginsel eens zouden zijn, afhankelijk zouden maken.

+

Het tweede lid luidt als volgt :

"In dat geval blijft iedere vennoot zijn beroep in eigen naam, doch voor rekening van de vennootschap uitoefenen. Hij kan het geenszins voor eigen rekening uitoefenen".

.../...

De laatste zin lijkt redundant en overbodig, want als men het beroep uitoefent in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap is het uitgesloten dat men datzelfde beroep uitoefent voor eigen rekening. Wenst de Regering dat verbod te beklemtonen, dan is het voldoende daar wat meer over te zeggen in de memorie van toelichting. Als de bedoelde volzin wordt geschrapt, is meteen ook een discrepantie tussen de Nederlandse tekst ("geenszins") en de Franse tekst ("par ailleurs") weggewerkt.

Artikel 3.

Die bepaling luidt :

"De burgerlijke professionele en interprofessionele vennootschappen bezitten rechtspersoonlijkheid zodra de overeenkomst is gesloten, onverminderd de bepalingen van artikel 11 betreffende het inroepen van de vennootschapsakte tegen derden".

Men vergelijke dat artikel met artikel 8, eerste lid, van het ontwerp, dat als volgt luidt : "De ... burgerlijke vennootschappen worden opgericht, volgens regels die door de Koning voor elk beroep of groep van beroepen worden bepaald...".

Uit die vergelijking kan worden afgeleid dat in de opvatting van de stellers van de tekst - en die opvatting is bevestigd door de gemachtigde van de Minister - tot de in artikel 8, eerste lid, bedoelde regels, bijvoorbeeld voor de vennootschappen van advocaten, de regel zou behoren dat de vennootschap opgericht wordt onder de opschortende voorwaarden van haar inschrijving op het tableau.

.../...

Gelet op de zeer algemene bewoordingen van artikel 3, zou de Koning niet bevoegd kunnen worden geacht tot het opleggen van zulk een voorwaarde.

Ter vergelijking zij verwezen naar de Franse wet L. 66-879 van 29 november 1966 "relative aux sociétés civiles professionnelles", waarvan artikel 1, derde lid, gewijzigd bij de wet 78-9 van 4 januari 1978, bepaalt :

> "Par dérogation aux dispositions de l'article 1842 du Code civil, ces sociétés jouissent de la personnalité morale à compter, selon le cas, de l'agrément, de l'inscription ou de la titularisation prévue à l'article 6".

Het voorontwerp zou een bepaling moeten bevatten luidens welke de vennootschappen die een inschrijving op het tableau van een orde of een benoeming behoeven om het beroep te mogen uitoefenen, rechtspersoonlijkheid verkrijgen op de dag van de inschrijving of van de benoeming.

Het verzoek om inschrijving of benoeming zal dienen te worden gedaan door alle vennoten, handelend in naam van de vennootschap in oprichting.

Artikel 4.

Eerste lid :

1) Luidens artikel 4, eerste lid, van het ontwerp :

> "... zijn de vennoten met hun geheel vermogen hoofdelijk aansprakelijk voor de schulden van de vennootschap.

.../...

Deze bepaling moet in verband worden gebracht met artikel 17 van de gecoördineerde wetten van 30 november 1935 op de handelsvennootschappen :

> "De vennoten onder firma zijn hoofdelijk aansprakelijk voor alle verbintenissen van de vennootschap, ook al heeft een enkele vennoot getekend, mits dit met de firma geschied is" (1).

Aangezien de leden van een vennootschap onder firma geacht worden handelaars onder persoonlijke titel te zijn, kan de in artikel 17 van de gecoördineerde wetten geformuleerde regel beschouwd worden als een toepassing van het algemeen beginsel dat zij die handelsverbintenissen aangaan er hoofdelijk aansprakelijk voor zijn.

In de burgerlijke vennootschappen daarentegen, zijn de vennoten, op grond van het in artikel 1202 van het Burgerlijk Wetboek geformuleerde beginsel, alleen hoofdelijk aansprakelijk in geval van uitdrukkelijk beding (Burgerlijk Wetboek, artikel 1862) (2). In de overige gevallen is ieder slechts verbonden ten belope van zijn persoonlijk aandeel (Burgerlijk Wetboek, artikel 1863). Het door artikel 4, eerste lid, van

---

.../...

(1) Die bepaling wordt uitgebreid tot de werkende vennoten in de gewone commanditaire vennootschappen (gecoördineerde wetten, artikel 20) en in de commanditaire vennootschappen op aandelen (gecoördineerde wetten, artikel 105).

(2) Luidens het reglement dat de Raad van de Orde van Advocaten van Brussel in zijn vergadering van 17 oktober 1983 heeft aangenomen, mogen de advocaten van die balie en de advocaten bij het Hof van Cassatie, onder verwijzing naar artikel 212 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zich verenigen in een vennootschap met rechtspersoonlijkheid die iedere andere rechtsvorm dan die van de naamloze vennootschap, (van) de gewone commanditaire vennootschap of (van) de commanditaire vennootschap op aandelen, mag aannemen. Dat reglement bepaalt dat de aansprakelijkheid van de vennoten niet noodzakelijk hoofdelijk dient te zijn met die van de vennootschap. De statuten moeten evenwel een onherroepelijk beding bevatten volgens hetwelk de advocaat-vennoot of de advocaten-vennoten die het dossier behandeld hebben, van rechtswege hoofdelijk gehouden zijn voor de verbintenissen van de vennootschap ten opzichte van de cliënt.

het ontwerp ingevoerde stelsel is derhalve een afwijking van het gemeen recht, een afwijking waarin volgens de memorie van toelichting is voorzien in het belang van derden. Die waarborg zou onder meer hierdoor te verantwoorden zijn dat het ontwerp geen enkele verplichting oplegt inzake inbreng of minimumkapitaal. Er dient evenwel opgemerkt te worden dat zulke wettelijke verplichting thans alleen voor kapitaalvennootschappen bestaat.

De memorie van toelichting zegt niet hoe de vennootschap zelf verbonden zal zijn. Zal zij verbonden zijn ingeval de vennoot de firma misbruikt om een handeling te verrichten in zijn eigen belang of, algemener, ingeval de vennoot of de zaakvoerder handelt met overschrijding van de bevoegdheden die hem zijn toegekend (1) ? De Regering zou haar opvatting moeten verduidelijken, hetzij in de tekst zelf van het ontwerp, hetzij in de memorie van toelichting.

2) Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp doet het beginsel dat het formuleert, zowel gelden voor de professionele als voor de interprofessionele burgerlijke vennootschappen. De toestand van beide vennootschappen is nochtans verschillend.

De professionele burgerlijke vennootschap oefent het beroep uit (artikel 1). Daaruit volgt dat tekortkomingen in de uitoefening van het beroep aan de vennootschap worden toegerekend en dat de verplichting om de door de gelaedeerde geleden schade te herstellen een vennootschappelijke schuld vormt.

De interprofessionele burgerlijke vennootschap daarentegen oefent niet de verschillende beroepen uit welke haar leden in hun eigen naam en voor rekening van de vennootschap

---

.../...

(1) Zie voor de oplossingen van die problemen wat betreft de vennootschap onder firma : "R.P.D.B. V° Société en nom collectif", 88 en 91.

uitoefenen. Het is dan ook niet duidelijk in welk opzicht de verplichting om de door een vennoot begane professionele fout te herstellen noodzakelijkerwijs zou moeten worden gelijkgesteld met een schuld van de vennootschap. Die kwestie zou uitdrukkelijk moeten worden geregeld. In het advies nr. L. 12.371/1 had de Raad van State reeds de aandacht van de Regering gevestigd op de moeilijkheden die de artikelen 21 en 22 van het toenmalige ontwerp meebrachten.

Alleen al ter wille van de verscheidenheid van de omstandigheden, lijkt het wenselijk verschillende, specifieke regels vast te stellen voor de professionele burgerlijke vennootschappen enerzijds en de interprofessionele burgerlijke vennootschappen anderzijds.

3) Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld voor het eerste lid :

"De vennoten zijn ten aanzien van derden hoofdelijk en onbeperkt aansprakelijk voor de schulden van de vennootschap".

.../...

Tweede lid :

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp luidt als volgt :

"De schuldeisers van de professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap kunnen op een vennoot geen schulden verhalen, dan nadat de vennootschap tevergeefs schriftelijk in gebreke is gesteld".

Het door die bepaling ingevoerde stelsel verschilt van het stelsel dat toepassing vindt op de vennoten in een vennootschap onder firma of in een gewone commanditaire vennootschap en op de zaakvoerders in een commanditaire vennootschap op aandelen. Die personen kunnen niet persoonlijk worden veroordeeld op grond van verbintenissen van de vennootschap zolang deze niet zelf is veroordeeld (gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikel 189). De oplossing van artikel 189 wordt over het algemeen verklaard door de zorg om tegenstrijdige beslissingen te vermijden (Brussel, 14.5.1949, R.P.S. 1950, 42 en VAN RYN, deel I, 1ste uitgave, 1950, nr 409, blz. 290) (1).

De Regering en de Wetgevende Kamers zullen moeten oordelen of het verschil tussen het stelsel van artikel 4, tweede lid, van het ontwerp en het stelsel dat volgt uit artikel 189 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, al dan niet gewettigd is.

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp luidt als volgt :

"Een vennoot kan slechts lid zijn van een enkele burgerlijke vennootschap naar Belgisch recht, zij het een professionele of een interprofessionele vennootschap".

.../...

---

(1) Men neemt ook aan dat artikel 189 niet van openbare orde is en dat de vennoten er kunnen van afzien (Frédéricq, deel IV, nr 234). Niets belet bovendien dat tegelijk de veroordeling wordt gevraagd én van de vennootschap én van de zaakvoerders

I. Artikel 5 verbiedt een vennoot lid te zijn van twee of meer professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschappen naar Belgisch recht.

Artikel 31 stelt straf op overtreding van die bepaling.

Er is evenwel in geen enkele burgerrechtelijke sanctie voorzien : artikel 5 is kennelijk een dwingende bepaling, en zelfs een bepaling van openbare orde. Overtreding ervan zou de - betrekkelijke of absolute - nietigheid van de tweede overeenkomst kunnen meebrengen, want dat is de overeenkomst waarmee artikel 5 zou zijn geschonden. De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het ontwerp in dit opzicht zou moeten worden herzien.

II. Volgens de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, kunnen alleen natuurlijke personen deel uitmaken, hetzij van een professionele burgerlijke vennootschap, hetzij van een interprofessionele burgerlijke vennootschap. Ofschoon het beroep luidt op naam van de professionele burgerlijke vennootschap, zal zij dus niet kunnen deelnemen aan de oprichting van een interprofessionele burgerlijke vennootschap. Het in artikel 5 van het ontwerp geformuleerde beginsel zal dus geen uitzondering noch afwijking gedogen.

III. De memorie van toelichting bepaalt nader dat de vennoot van een professionele burgerlijke vennootschap naar Belgisch recht eveneens lid kan zijn van een dergelijke vennootschap in het buitenland. En die bijzonderheid treedt inderdaad ook naar voren uit de tekst van artikel 5.

Zou ter wille van de samenhang niet moeten worden bepaald dat het voor een rechtspersoon geldende verbod om deel te nemen aan de oprichting van een professionele burgerlijke vennootschap of van een interprofessionele burgerlijke vennootschap alleen betrekking heeft op de werkzaamheid die deze vennootschap ontwikkelt op het grondgebied van het Rijk?

.../...

IV. Hoe dan ook zou ter wille van de norm beter kunnen worden geschreven :

"Niemand kan lid zijn van meer dan één burgerlijke vennootschap ...".

Artikel 6.

Volgens de memorie van toelichting zou het bewijs dat er medeplichtigheid bestaat in hoofde van de medevennoten hier niet hoeven te worden geleverd wanneer de persoonlijke schuldeisers van de vennoten de ontbinding vorderen van de vennootschap die is opgericht met bedrieglijke benadeling van hun rechten.

Artikel 1167 van het Burgerlijk Wetboek, waarnaar dezelfde memorie van toelichting uitdrukkelijk verwijst, heeft een algemene strekking.

Het heeft betrekking op alle handelingen van welke aard ook die verarming van de schuldenaar tot gevolg hebben, en inzonderheid op de vervreemdingen (DE PAGE, 3de uitgave, deel III, nr 214, blz. 230), en het vindt met name toepassing op het contract van vennootschap (DALLOZ,"Droit civil, V° Action paulienne",nr 18).

Het bewijs van het door de schuldenaar gepleegde bedrog moet worden geleverd. Het bedrog bestaat in het feit dat hij zijn onvermogen ten opzichte van zijn schuldeisers of van sommige van hen wetens heeft doen ontstaan of heeft vermeerderd (DE PAGE, deel III, nr 235, blz. 248). De derde moet medeplichtig zijn aan het bedrog. Het is voldoende dat hij kennis heeft van de staat van onvermogen van de schuldenaar en van het nadeel dat die handeling aan zijn schuldeisers heeft berokkend (1).

.../...

---

(1) Dat staat wel vast : DE PAGE, deel III, nr 236, blz. 234; COLIN en CAPITANT, deel II, nr 260; JOSSERAND, deel II, nr 692; Burgerl. Rb. Dendermonde 6 mei 1938, Pas. 1941, III, 5.

De actio Pauliana wordt doorgaans voorgesteld als een persoonlijke vordering tot herstel van de geleden schade, met toepassing van de artikelen 1382 en 1383 van het Burgerlijk Wetboek (DE PAGE, deel III, nr 252, blz. 257). Zij leidt tot een herstel in natura dat bestaat in de teruggave van het goed of, wanneer die teruggave niet mogelijk is, tot een gelijkwaardig herstel door betaling van een vergoeding in geld (DE PAGE, deel III, nr 252, blz. 258).

De memorie van toelichting legt niet uit waarom de regels van de actio Pauliana zouden moeten worden gewijzigd voor de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschappen. Dit is zulk een belangrijke afwijking in het gemeen recht dat het, als de Regering meent ze te moeten handhaven, aanbeveling verdient ze uitdrukkelijk te vermelden in de tekst zelf van het ontwerp.

Artikel 7.

Dit artikel luidt als volgt :

> "De tuchtrechtelijke bevoegdheid die bij de wet of bij verordening in het statuut van het beroep aan een instantie is toegekend, wordt zowel jegens de professionele burgerlijke vennootschap als jegens haar leden uitgeoefend".

I. Uit die bepaling volgt dat alhoewel de professionele burgerlijke vennootschap het beroep uitoefent (artikelen 1 en 2), haar leden zelf beoefenaars van het beroep zijn. Het ontwerp zou dan ook uitdrukkelijk melding moeten maken van de cumulatieve inschrijving van de professionele burgerlijke vennootschap en van haar leden bij de beroepsorganisatie waarvan zij afhangen.

.../...

II. Aangezien de leden van een professionele burgerlijke vennootschap de beroepswerkzaamheid alleen in naam en voor rekening van de vennootschap mogen uitoefenen, vloeit daar blijkbaar uit voort dat de zetel van de vennootschap, die verplicht moet worden vermeld in de oprichtingsakte (cfr. artikel 10 van het ontwerp), bepalend is voor de overheid aan wie de uitoefening van het tuchtgezag toekomt.

Die regeling is alleen dan noodzakelijk als men aanneemt dat de leden van de vennootschap behoren tot een en dezelfde beroepsorganisatie, welke die van de vereniging zelf zou zijn.

Als voorbeeld moge worden aangehaald dat het ontwerp van wet houdende wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de oprichting van twee Orden van advokaten in het gerechtelijk arrondissement Brussel, de vrije samenwerking toestaat tussen de advocaten van de twee Orden, waarbij een ieder onderworpen blijft aan het gezag van de overheid van zijn Orde (zie verslag namens de Commissie voor de justitie van de Senaat, Gedr. St. 598 (1983-1984), nr 2, blz. 2, en het Protocol betreffende de nieuwe structuren van de Brusselse Balie, dat bij dit verslag is gevoegd, zelfde stuk, blz. 20).

Een zodanig probleem zou dus in het ontwerp moeten worden geregeld als de Regering van mening is dat het een algemeen karakter vertoont. Is dit niet het geval, dan zou de kwestie voor elk van de beroepen afzonderlijk kunnen worden behandeld bij het vaststellen van het wettelijk of reglementair statuut van die beroepen.

III. Artikel 7 zal meebrengen dat de wettelijke of reglementaire statuten van de in het ontwerp bedoelde beroepen moeten worden aangepast. Die aanpassing zal niet in alle gevallen door de Koning kunnen worden verricht op grond van artikel 8. Een optreden van de wetgever zal vereist zijn telkens als het statuut van het beroep door hem tot stand is gebracht.

.../...

IV. Artikel 7 slaat alleen op de professionele burgerlijke vennootschap. Voor de interprofessionele burgerlijke vennootschap is er geen zodanige sanctiebepaling. Men kan zich afvragen of hier niet in een leemte dient te worden voorzien, door, bijvoorbeeld, aan de Procureur des Konings een soortgelijke bevoegdheid te verlenen als hij bezit krachtens artikel 18 van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

V. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 7.-

Het tuchtrecht wordt zowel ten aanzien van de professionele burgerlijke vennootschap als ten aanzien van haar leden uitgeoefend door de overheden die daartoe door de wet of door het reglement gemachtigd zijn".

Artikel 8.

Het artikel heeft, zonder het met zoveel woorden te zeggen, twee types van koninklijke besluiten op het oog.

Het eerste type, waarop het tweede lid betrekking heeft, is een algemeen koninklijk besluit dat, zonder een onderscheid te maken tussen de door de wet bedoelde beroepen, de wijze vaststelt waarop het verzoek van de instanties welke die beroepen vertegenwoordigen wordt ingediend en onderzocht. Dat besluit wordt in Ministerraad overlegd.

Het tweede type, waaraan het eerste lid is gewijd, wordt gevormd door een of meer koninklijke besluiten die eigen zijn aan elk beroep. Die besluiten worden vastgesteld op verzoek van de instanties die de beroepen wettelijk vertegenwoordigen. Met die besluiten bepaalt de Koning de voorwaarden voor de oprichting van de professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschappen.

.../...

Hier komen twee vragen aan de orde in verband met de ministeriële ambtenaren.

Allereerst zullen bijzondere regels moeten worden aangenomen opdat een burgerlijke vennootschap van notarissen zelf titularis kan zijn van een notariskantoor (cfr. artikel 1, tweede lid). Die regels brengen zeker een wijziging mee van de wet van 25 ventôse jaar XI tot regeling van het notarisambt, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de organisatie van de kamers van notarissen, maar zij doen ook nieuwe problemen rijzen zoals deze : wordt er per gerechtelijk arrondissement een beperkt aantal vennootschappen toegelaten ? Wanneer de vennootschap ontbonden wordt doordat, op één na, alle vennoten verdwenen zijn, wordt de enige overgebleven vennoot dan titularis van het kantoor ? enz. Een optreden van de wetgever zal bijgevolg vereist zijn vooraleer voor dat ambt koninklijke besluiten kunnen worden vastgesteld.

Voorts legt de memorie van toelichting er terecht de nadruk op dat het notarisambt over geen wettelijk vertegenwoordigingsorgaan op nationaal vlak beschikt : het besluit van 2 nivôse jaar XII kent immers alleen maar arrondissementskamers. De woorden "op verzoek van de instanties die krachtens ... een koninklijk besluit bevoegd zijn om het beroep ... te vertegenwoordigen" strekken ertoe de Koning de mogelijkheid te bieden om dergelijke instanties aan te wijzen met het oog op de toepassing van de ontworpen wet. Zoals de tekst thans geredigeerd is, heeft hij niet noodzakelijk die strekking. Hij lijkt veeleer te doelen op instanties die zijn ingesteld

.../...

bij de wet (b.v. de Algemene Raad van de nationale Orde van advocaten) of bij een koninklijk besluit houdende het statuut van de onderscheiden beroepen. Met andere woorden, het valt te betwijfelen of artikel 8, eerste lid, de Koning machtigt om de instanties aan te wijzen die bevoegd zullen zijn om in naam van een wel bepaald beroep een verzoek in te dienen als er geen instanties zijn die daartoe uit kracht van de wet bevoegd zijn.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het eerste lid als volgt zou worden geredigeerd :

"De professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschappen worden opgericht, volgens de regels die de Koning voor elk beroep of voor elke groep van beroepen bepaalt, op verzoek van de instanties die krachtens het wettelijk of reglementair statuut van een beroep gemachtigd zijn om dat beroep te vertegenwoordigen, of, bij ontstentenis daarvan, op verzoek van de organisaties die de Koning daartoe speciaal heeft aangewezen".

.../...

Artikel 9.

Vooraan in de Nederlandse tekst van het eerste lid moet worden gelezen : "De professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap wordt ...".

In het tweede lid is er een discrepantie tussen de Franse tekst ("Toute modification des actes de société") en de Nederlandse ("Iedere wijziging van de vennootschapsakte").

Artikel 10.

I.- In de Franse tekst van de zin die het artikel inleidt, kunnen de woorden "au moins", die geen equivalent hebben in de Nederlandse tekst, als overbodig vervallen.

II.- Volgens artikel 10, 8, moet de akte van vennootschap "de rechten en verplichtingen van de vennoten onderling en ten aanzien van de vennootschap" vermelden. Dezelfde regel vloeit voort uit artikel 22 van het ontwerp, dat naar de oprichtingsakte verwijst voor het regelen van de rechten van de gewezen vennoot of van diens rechtverkrijgenden, ingeval die vennoot de hoedanigheid van lid van de vennootschap verliest.

Ofschoon de memorie van toelichting nadrukkelijk wijst op het belang van die vermelding, legt de tekst van het ontwerp geen enkele sanctie op voor het geval dat de vennoten bij het opstellen van de oprichtingsakte niet handelen overeenkomstig artikel 10, 8. Voor datzelfde geval stelt het ontwerp ook niet de toepasselijke regels van aanvullend recht vast. Derhalve zal bij stilzwijgen van de statuten het gemeen recht toepassing

.../...

moeten vinden. Toepassing van de algemene beginselen inzake burgerlijke vennootschappen kan evenwel een kiese aangelegenheid worden, meer bepaald wanneer het er zal op aan komen te bepalen hoe, bij ontstentenis van statutaire bepalingen, de rechten van de vennoten onder de levenden of als gevolg van overlijden zullen worden overgedragen, of hoe de aansprakelijkheid van de uitgesloten vennoot tijdens de periode van zijn uitsluiting zal worden beoordeeld, ingeval hij naderhand opnieuw in de vennootschap wordt opgenomen overeenkomstig artikel 21 van het ontwerp.

Het ontwerp zou in dat opzicht moeten worden aangevuld, tenzij de Regering van oordeel is dat de regels die moeten worden toegepast bij ontstentenis van uitdrukkelijke instemming vanwege de partijen, afzonderlijk per beroep worden bepaald en derhalve voor elk beroep afzonderlijk worden gepreciseerd in de besluiten tot uitvoering van de uit te vaardigen kaderwet.

III.- Zoals gebruikelijk is en ter wille van de duidelijkheid, zouden de verschillende vermeldingen moeten worden ingeleid met "1°, 2°, 3°, ..." in plaats van met "1), 2), 3), ...".

Artikel 11.

Volgens het voorontwerp moeten alleen uittreksels uit de oprichtingsakte worden neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg en in de vorm van een mededeling in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt. De akte in haar geheel wordt niet neergelegd ter griffie : de Regering is van oordeel dat alle andere punten dan die welke in

het uittreksel moeten worden opgenomen, geen belang vertonen voor de derden, zodat deze er bijgevolg geen kennis hebben van te nemen.

In het eerste lid schrijve men :

"De akten moeten binnen vijftien dagen na de dagtekening bij uittreksel worden neergelegd ...".

In de Nederlandse tekst van het eerste lid leze men de tweede en de derde volzin, overeenkomstig de tekst van artikel 10, § 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, als volgt : "Ze worden bewaard in een genummerd dossier dat voor iedere vennootschap ter griffie wordt bijgehouden. De Koning stelt nadere regels voor het aanleggen van dat dossier".

In de Nederlandse tekst van het ontworpen vierde lid, dat het derde lid van paragraaf 1 zou worden, leze men de tweede volzin als volgt : "De oprichting van de vennootschap kan aan derden niet worden tegengeworpen dan vanaf de dag van de bekendmaking van die mededeling".

Het tweede lid heeft alleen maar belang als de wijziging betrekking heeft op een van de punten die in het uittreksel van de oprichtingsakte moeten worden vermeld.

Er wordt dan ook in overweging gegeven alle leden van artikel 11 van het ontwerp samen te brengen in een paragraaf 1, met uitzondering van het tweede lid dat een als volgt geredigeerde paragraaf 2 zou vormen :

.../...

"§ 2. Iedere akte houdende wijziging van een in artikel 10, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, bedoeld gegeven, wordt neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig paragraaf 1".

Artikel 12.

Artikel 12 luidt als volgt :

"In de benaming van de vennootschap mogen alleen de namen van vennoten of van gewezen vennoten voorkomen".

Blijkens de memorie van toelichting beantwoordt de redactie van die tekst aan de wens om het gebruik van de naam van gewezen vennoten toe te staan wegens de bekendheid welke zij in de uitoefening van hun beroep hebben kunnen verwerven. De beperkende formule van artikel 12 verbiedt dat de benaming van de vennootschap andere vermeldingen zou bevatten dan die van de namen van vennoten of van gewezen vennoten. Het lijkt echter niet verantwoord de vermelding van het beroep uit de benaming te weren. De aanduiding van de uitgeoefende beroepen kan integendeel juist wenselijk zijn, vooral wanneer het gaat om interprofessionele burgerlijke vennootschappen. Mocht de Regering met die opmerking instemmen, dan zou de tekst van artikel 12 als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 12.-

In de benaming van de vennootschap mogen alleen de namen van vennoten of van gewezen vennoten voorkomen, en eventueel de vermelding van het beroep dat werkelijk door de professionele burgerlijke vennootschap wordt uitgeoefend, of van de beroepen, die in de interprofessionele burgerlijke vennootschap worden uitgeoefend".

.../...

Artikel 13.

Dit artikel luidt als volgt :

"Wanneer de vennootschap een maatschappelijk kapitaal heeft, kan dit niet door verhandelbare effecten worden vertegenwoordigd".

Men vergelijke deze, toch wel erg beknopte formule met de heel wat nauwkeuriger formulering van het ontwerp waarover de Raad van State advies nr L. 12.371/1 heeft gegeven, meer bepaald van de artikelen 15, 16 en 23 tot 28 van dat ontwerp.

Het verbod om het kapitaal te laten vertegenwoordigen door "verhandelbare effecten" sluit weliswaar niet formeel uit dat de aandelen worden verhandeld onder vennoten onderling of onder vennoten en derden die de voorwaarden vervullen welke voor de uitoefening van het beroep vereist zijn. Maar om iedere verkeerde interpretatie in dat opzicht te voorkomen zou de regeling voor het overdragen van de aandelen nauwkeuriger moeten worden uiteengezet.

Het zou verkieslijk zijn in de Franse tekst te schrijven : "Si la société a un capital social, ...".

Artikel 14.

Het artikel handelt over de nietigheid van de burgerlijke vennootschap wanneer aan dezer oprichting een van de in het eerste lid genoemde gebreken kleeft. Het verzuimt echter nader te bepalen dat ten aanzien van de nietigheid van de statuutwijzigingen eenzelfde regeling als die van het eerste en tweede lid kan worden toegepast.

.../...

Het eerste lid vermeldt trouwens niet alle gevallen van nietigheid. Het somt immers enerzijds op beperkende wijze een aantal door de ontworpen wet vastgestelde oorzaken van nietigheid op (1° en 2°), terwijl het anderzijds voor andere nietigheden naar het gemeen recht inzake verbintenissen verwijst.

Daarom wordt voorgesteld die verschillende aspecten duidelijk te doen uitkomen door het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 14.-

§ 1. De nietigheid van een professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap kan alleen worden uitgesproken bij rechterlijke beslissing en in een van de volgende gevallen :

1° wanneer de oprichtingsakte ontbreekt of geen gegevens bevat omtrent de naam, het doel of de zetel van de vennootschap, of omtrent de naam van de vennoten;

2° in de gevallen waarin is voorzien bij de bepalingen betreffende de nietigheid van de overeenkomsten in het algemeen en van het contract van vennootschap in het bijzonder.

Het beschikkende gedeelte van het vonnis dat de nietigheid uitspreekt, wordt in de Bijlagen tot het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. De nietigheid heeft gevolg, tussen partijen vanaf de uitspraak van het vonnis, en ten aanzien van derden vanaf de bekendmaking van het vonnis.

De nietigheid van de vennootschap brengt dezer vereffening mede zoals het geval is bij ontbinding. Zij doet op zichzelf geen afbreuk aan de rechtsgeldigheid van de verbintenis-

.../...

sen van de vennootschap of van die welke jegens haar zijn aangegaan, onverminderd de gevolgen van het feit dat de vennootschap zich in vereffening bevindt.

In voorkomend geval wijst de rechtbank vereffenaars aan en stelt zij vast op welke wijze de vennootschap zal worden vereffend.

§ 2. De nietigheid van de akte tot wijziging van een professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap kan alleen worden uitgesproken bij rechterlijke beslissing en in een van de volgende gevallen :

1° wanneer de wijzigingsakte niet voldoet aan artikel 9, tweede lid;

2° in de gevallen waarin is voorzien bij de bepalingen betreffende de nietigheid van de overeenkomsten in het algemeen en van het contract van vennootschap in het bijzonder.

Paragraaf 1, tweede lid, is van overeenkomstige toepassing op de nietigheid van de wijziging".

Artikel 15.

Paragraaf 1 luidt als volgt :

"§ 1. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling in de vennootschapsakte, vertegenwoordigt iedere vennoot de vennootschap jegens derden en in rechte als eiser of als verweerder.

.../...

Wat de prfessionele burgerlijke vennootschappen betreft, heeft deze vertegenwoordigingsbevoegdheid betrekking op alle handelingen, om het even of zij al dan niet tot de uitoefening van het betrokken beroep behoren.

De akte van vennootschap of de algemene vergadering kan evenwel, wat de handelingen betreft die niet tot de uitoefening van het betrokken beroep of de betrokken beroepen behoren, aan een derde een algemene bevoegdheid toekennen om de vennootschap te vertegenwoordigen. Deze delegatie kan tegen derden worden ingeroepen onder de voorwaarden bepaald bij artikel 11, eerste, vierde en vijfde lid".

Uit de vergelijking van het eerste en het tweede lid blijkt dat de bevoegdheid van iedere vennoot om de vennootschap te vertegenwoordigen zich in de professionele burgerlijke vennootschappen uitstrekt tot de handelingen die geen uitoefening van het beroep opleveren.

Anderzijds beperken de woorden "in de vennootschapsakte", die voorkomen in het eerste lid, ten onrechte de dwingende strekking van de bepaling.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 1. Niettegenstaande enige andersluidende bepaling, vertegenwoordigt iedere vennoot de vennootschap jegens derden. Hij treedt in naam van de vennootschap in rechte op, als eiser of als verweerder.

In de interprofessionele burgerlijke vennootschappen strekt de vertegenwoordiging van de vennootschap door iedere vennoot zich evenwel niet uit tot de handelingen die tot de uitoefening van het beroep behoren. Behalve voor die handelingen, kan de bevoegdheid om de professionele of interprofes-

sionele burgerlijke vennootschap te vertegenwoordigen door de vennootschapsakte of door een beslissing van de algemene vergadering aan een derde toegekend worden. Deze delegatie kan aan derden worden tegengeworpen overeenkomstig de regels gesteld in artikel 11, eerste en vierde lid".

Paragraaf 2 zou in het Frans beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. La signature de tout acte engageant la société doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication du nom et de la qualité du signataire".

Aangezien het in paragraaf 3 bedoelde mandaat een wettelijk mandaat is, althans wat de vennoten betreft, schrijve men :

"§ 3. De vennoten en de derde aan wie de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid is toegekend, zijn, overeenkomstig het gemeen recht, aansprakelijk voor de uitvoering van de opdracht die ze ontvangen hebben. Iedere vennoot kan de aansprakelijkheidsvordering in naam en voor rekening van de vennootschap instellen".

Artikel 16.

Paragraaf 1, eerste lid, is in te vage bewoordingen geredigeerd. Zo mag de bevoegdheid van de algemene vergadering ter zake van de rekeningen van de vennootschap niet beperkt worden tot "een onderzoek ... van (de) financiële toestand" (in de Franse tekst : "... la situation comptable"), want an-

.../...

ders valt niet goed te begrijpen hoe de bestemming van de resultaten vastgesteld zou kunnen worden.

Het lid zou moeten worden herzien.

Paragraaf 3 zou eenvoudiger als volgt kunnen worden gesteld :

"§ 3. Behoudens andersluidende bepaling in de akte van vennootschap, worden de besluiten van de algemene vergadering genomen bij meerderheid van stemmen".

Artikel 18.

Volgens artikel 18 moeten alle stukken die uitgaan van de vennootschap, onder meer vermelden : "het beroep uitgeoefend door de professionele burgerlijke vennootschap". Er wordt niets bepaald voor de interprofessionele burgerlijke vennootschappen. Voor deze laatste zouden, op zijn minst, de door de vennoten uitgeoefende beroepen op het stuk moeten worden vermeld, opdat degene voor wie het stuk bestemd is zou weten om welk type van beroepen het gaat.

Voor het overige zou het artikel beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 18.-

Alle stukken uitgaande van de vennootschap, bevatten de volgende vermeldingen :

.../...

1° de naam van de vennootschap;

2° naar gelang van het geval, de woorden "professionele burgerlijke vennootschap" of "interprofessionele burgerlijke vennootschap", leesbaar en voluit geschreven;

3° het beroep uitgeoefend door de professionele burgerlijke vennootschap of de beroepen uitgeoefend in de interprofessionele burgerlijke vennootschap;

4° de zetel van de vennootschap;

5° de rechtbank van eerste aanleg ter griffie waarvan de in artikel 11 bedoelde formaliteiten vervuld zijn en het nummer van het voor de vennootschap ter griffie bijgehouden dossier".

Artikel 19.

Die bepaling luidt als volgt :

"Niettegenstaand enige andersluidende bepaling in de akte van vennootschap, kan iedere vennoot uit de vennootschap treden, mits hij de daartoe in de akte van vennootschap voorgeschreven vormen in acht neemt".

Uit die tekst vloeit blijkbaar voort dat de akte van vennootschap alleen op geldige wijze kan beschikken ter zake van "de vormen" volgens welke een vennoot uit de vennootschap kan treden.

.../...

De woorden "de vormen" zijn te vaag om een minimum van rechtszekerheid te waarborgen wat betreft de strekking van de bepaling. Dient er, bijvoorbeeld, uit afgeleid te worden dat een beding van de akte van vennootschap dat aan het uittreden van een vennoot bepaalde voorwaarden zou verbinden die erop gericht zijn ontijdige uittreding te voorkomen, zonder gevolg zou blijven ? Men vergelijke dienaangaande de ontworpen bepaling met artikel 2 van de wet van 24 mei 1921 tot waarborging der vrijheid van vereniging. Het gevaar voor rechtsonzekerheid lijkt des te groter daar de memorie van toelichting in dat opzicht geen enkele aanwijzing verstrekt nopens de bedoeling van de Regering.

Artikel 20.

Betreffende de artikelen 19 tot 22 zegt de memorie van toelichting :

> "Deze artikelen hebben betrekking op de hoedanigheid (van) vennoot en meer in het bijzonder op het verlies van deze hoedanigheid en de gevolgen ervan voor de vennoot, voor zijn rechtverkrijgenden en derden. De gevolgen voor de vennootschap worden geregeld door artikel 24 en volgende".

De redactie van artikel 20 stemt niet volkomen overeen met die toelichting. Terwijl het eerste lid van artikel 20 stelt dat een vennoot van rechtswege de hoedanigheid van vennoot verliest wanneer hem definitief verbod is opgelegd om zijn beroep uit te oefenen of in geval van wettelijke onbekwaamheid, bepaalt het tweede lid van hetzelfde artikel dat bij het over-

lijden van een vennoot de hoedanigheid van vennoot niet van rechtswege overgaat op diens rechtverkrijgenden. De rechtverkrijgenden van de overleden vennoot kunnen in zodanig geval weliswaar de hoedanigheid van vennoot verkrijgen, maar dat is dan niet omdat ze van rechtswege in aanmerking komen om de overledene op te volgen.

Artikel 20, tweede lid, is derhalve overbodig en zou moeten vervallen.

Artikel 20, eerste lid, van zijn kant, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het verlies van de rechtsbekwaamheid of het definitieve verlies van de hoedanigheid die vereist is om het beroep uit te oefenen, brengt van rechtswege het verlies van de hoedanigheid van vennoot mee".

Artikel 21.

Artikel 21 geeft aan onder welke voorwaarden een vennoot uit de professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap kan worden gesloten.

Het lijkt niet onbelangrijk hier even in herinnering te brengen wat in hetzelfde geval de regeling is voor burgerlijke vennootschappen, verenigingen zonder winstoogmerk en handelsvennootschappen.

.../...

Voor burgerlijke vennootschappen bestaat er thans geen enkele wettelijke uitsluitingsgrond. Alleen de gerechtelijke ontbinding van de vennootschap kan worden gevorderd, en deze staat onaantastbaar ter beoordeling van de rechter. Het betreft een ontbinding die specifiek is voor het contract van vennootschap, en die haar rechtvaardiging vindt in de aard zelf van het contract, inzonderheid in de omstandigheid dat het contract van vennootschap aan degenen die partij zijn bij dat contract, een plicht van collegialiteit oplegt (1).

Ten aanzien van de verenigingen zonder winstoogmerk bepaalt artikel 12 van de wet van 27 juni 1921 :

> "De uitsluiting van een lid kan slechts door de algemene vergadering en met meerderheid van twee derden der stemmen uitgesproken worden".

De rechtbanken mogen de beslissing van de algemene vergadering niet op haar gegrondheid toetsen, want zij mogen hun eigen beoordeling niet in de plaats stellen van de onaantastbare beoordeling van de vereniging. Hun rol dient beperkt te blijven tot het toezien op de regelmatigheid van de uitsluitingsprocedure (2).

.../...

---

(1) Cfr. : DE PAGE, "Traité de droit civil", Deel V, nr 102. Kunnen de statuten, in bepaalde gevallen en onder bepaalde voorwaarden, bijvoorbeeld op voorwaarde dat er een eenparige of een meerderheidsbeslissing van de overige vennoten is, voorzien in de uitsluiting van een van de leden van de vennootschap ? Volgens DE PAGE, deel V, nr 106, is het antwoord negatief. Zelfs wanneer de vennoot een fout heeft begaan, bezit hij in het vennootschapsvermogen rechten die hem niet kunnen worden ontnomen. De vennootschap die zou voortbestaan tussen de overige vennoten zou een nieuwe vennootschap zijn. Andere auteurs zien het niet zo strak en zijn van mening dat een statutaire bepaling van die aard niet strijdig zou zijn met enig rechtsbeginsel ("R.P.D.B. V° Sociétés, Contrat"), PLANIOL ET RIPERT, deel XI, nr 1067).

(2) 'T KINT, "Les A.S.B.L.", nr 169.

In handelsvennootschappen wordt aangenomen dat aan de vennoten het recht mag worden toegekend om, met eenparigheid of zelfs bij meerderheid van stemmen, een van hen uit te sluiten. De uitsluiting is evenwel slechts mogelijk in geval van tekortkoming en behoudens beroep bij de rechtbanken door de uitgesloten vennoot (1).

Alleen in coöperatieve vennootschappen, en wel omdat zij open vennootschappen zijn, kent de wet aan de opstellers van de statuten het recht toe om de voorwaarden van uitsluiting van de vennoten vrij te bepalen (2).

Volgens artikel 21 van het ontwerp kan alleen de vennoot die op ernstige wijze zijn verplichtingen verzuimt of de bedrijvigheid van de vennootschap verstoort, bij besluit van de algemene vergadering uitgesloten worden. Dat besluit is evenwel niet onherroepelijk, want de uitgesloten vennoot kan binnen drie maanden in beroep komen bij de rechtbank van eerste aanleg van het gebied waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft. Ingeval de rechtbank oordeelt dat de uitsluiting niet gewettigd is, kan zij, naar gelang van de omstandigheden, de ten onrechte uitgesloten vennoot schadeloos stellen of hem zelfs opnieuw in de vennootschap opnemen. Volgens de memorie van toelichting heeft deze schadevergoeding enkel betrekking op de ongegronde uitsluiting. De patrimoniale gevolgen van de uitsluiting moeten minnelijk of gerechtelijk worden geregeld. Artikel 21, laatste lid, bepaalt dat afwijkingen van het in de tekst bepaalde niet toegestaan zijn. Niets belet evenwel in de statuten te bepalen dat een ruimere meerderheid dan de gewone meerderheid vereist is. Artikel 21 spreekt zich immers niet uit over de omvang van de meerderheid.

.../...

---

(1) VAN RYN, "Précis de droit commercial", deel I, nr 338.
(2) VAN RYN, ibidem; zie ook de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikel 145. Inzake coöperatieve vennootschappen, is er betwisting over de aard van de uitsluitingsmaatregel en over de omvang van de rechterlijke controle ('T KINT en GODIN, "Les sociétés coopératives", nr 355 e.v.).

Artikel 21 dient in verband te worden gebracht met artikel 1871 van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 30 van het ontwerp luidt als volgt :

"De artikelen 1832 tot 1872 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschap, alsmede op de burgerlijke vennootschap van middelen voor zover zij niet strijdig zijn met de bepalingen van deze wet".

Artikel 1871 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt :

"De ontbinding van vennootschappen, voor een bepaalde tijd aangegaan, kan door een van de vennoten vóór de afloop van de overeengekomen tijd niet gevorderd worden, dan indien daartoe wettige redenen bestaan, zoals wanneer een andere vennoot zijn verplichtingen niet nakomt, of wanneer een aanhoudende kwaal hem ongeschikt maakt voor de zaken van de vennootschap, of in andere soortgelijke gevallen, waarvan de wettigheid en de ernst aan de beoordeling van de rechters worden overgelaten".

Dat artikel is niet onbestaanbaar met enige bepaling van het voorontwerp. Daaruit volgt dat in een vennootschap die voor een bepaalde tijd is opgericht, elke vennoot over twee mogelijkheden beschikt wanneer een andere vennoot zijn verplichtingen grovelijk verzuimt : ofwel aan de algemene vergadering de uitsluiting van die vennoot vragen (artikel 21 van het voorontwerp), ofwel de ontbinding van de vennootschap vorderen voor de rechtbank (artikel 1871 van het Burgerlijk Wetboek).

Men kan zich afvragen of het naast elkaar bestaan van die twee stelsels geen gevaar oplevert voor een zeker gebrek aan samenhang. Waarom is in het ene geval het optreden van de algemene vergadering noodzakelijk en is geen onmiddellijk beroep bij de rechtbanken mogelijk ? Waarom is in het andere geval

.../...

ontbinding van de vennootschap de sanctie ? Waarom slaat de controle van de rechterlijke macht in het eerste geval alleen op het bestaan van een grove tekortkoming of van een ernstige verstoring, terwijl in het tweede geval, de beoordeling van de rechters onaantastbaar is wat betreft de aard en de ernst van de aangevoerde grieven ? Waarom is voor de uitsluiting de meerderheid van de stemmen van de vennoten vereist, terwijl een enkele vennoot de ontbinding kan vorderen ? (1)

Men kan zich ook afvragen wat het belang kan zijn van een rechterlijke beslissing tot wederopneming die zou worden uitgesproken nadat de algemene vergadering tot uitsluiting heeft besloten. Een zodanige wederopneming kan geruime tijd na de uitsluiting plaatshebben en zal dan ook een ernstige beroering teweegbrengen in menselijke relaties die reeds sterk verstoord zijn door het ongunstige besluit van de algemene vergadering. Er valt te vrezen dat het opnieuw samengaan na de beslissing tot wederopneming in de vennootschap, nieuwe geschillen zal doen ontstaan. De Regering en de Wetgevend Kamers zouden zich moeten bezinnen over de vraag of het nut heeft de maatregel tot wederopneming te handhaven dan wel of er de nodige wijzigingen in aangebracht moeten worden.

Ten slotte wijst de memorie van toelichting erop dat de sanctie van de uitsluiting een ernstige sanctie is en dat "het vanzelf spreekt dat men eerst zal pogen de problemen in der minne op te lossen". Aangezien de tekst van artikel 21 geen gewag maakt van een voorafgaande poging tot verzoening, mag men aannemen dat in die uitspraak alleen maar een aanbeveling van algemene aard moet worden gezien. Mocht de Regering oordelen dat de vennoten moeten bewijzen dat zij gepoogd hebben een oplossing in der minne te vinden vooraleer tot uitsluiting te beslissen, dan zou die voorwaarde uitdrukkelijk in de tekst van artikel 21 moeten voorkomen.

.../...

---

(1) DE PAGE, deel V, nr 102.

Artikel 22.

Het tweede lid luidt als volgt :

"Hij die de hoedanigheid van vennoot verliest en, in geval van overlijden, de rechtverkrijgenden voor zover zij zelf niet als vennoot worden opgenomen, zijn jegens derden niet aansprakelijk voor de nakoming van de verbintenissen die de vennootschap aangaat vanaf de dag van de bekendmaking van die gebeurtenissen".

De woorden "voor zover zij zelf niet als vennoot worden opgenomen" zijn overbodig aangezien de rechtverkrijgenden in dat geval aansprakelijk zouden zijn in een andere hoedanigheid dan die van rechtverkrijgende.

Artikel 23.

Het derde lid is dubbelzinnig, want het bevat verschillende regels waarvan sommige alleen toepassing vinden op de vennootschappen van onbepaalde tijd, en andere betrekking hebben op alle vennootschappen, welke ook hun duur zij.

In het tweede lid van dit artikel is er geen overeenstemming tussen de Franse tekst ("pour une durée limitée ou illimitée") en de Nederlandse ("een onbepaalde tijd").

Voorgesteld wordt het derde lid als volgt te splitsen :

"Indien geen duur is bepaald, zijn de artikelen 1865, 5°, en 1869 van het Burgerlijk Wetboek niet toepasselijk. De ontbinding van de vennootschap kan om wettige redenen in rechte worden gevorderd.

.../...

De vennootschap kan, ongeacht haar duur, worden ontbonden door de algemene vergadering, die besluit volgens de regels voorgeschreven voor de wijziging van de akte van vennootschap".

Artikel 24.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 24.-

Het overlijden, het definitief verbod tot beroepsuitoefening, de wettelijke onbekwaamheid, het kennelijk onvermogen, de uitsluiting of de uittreding van een vennoot heeft niet de ontbinding van de vennootschap tot gevolg".

Artikel 25.

Paragraaf 2 bepaalt dat wanneer in een interprofessionele burgerlijke vennootschap een beroep wordt uitgeoefend door één vennoot en deze komt te verdwijnen, de vennootschap van rechtswege ontbonden is, behalve indien de andere vennoten binnen een jaar "tot wijziging van het doel van de vennootschap hebben besloten". Hier rijst een fundamentele vraag : brengt de wijziging van het doel van de vennootschap mee dat ook de aard van de vennootschap verandert ? In bepaalde gevallen immers zal de interprofessionele burgerlijke vennootschap alleen nog leden van een enkel beroep omvatten, zoals de professionele vennootschap; in andere gevallen zal zij nog altijd leden van verscheidene beroepen omvatten, maar zal het aantal van die beroepen verminderd zijn.

.../...

Bij nader onderzoek blijkt dat de professionele burgerlijke vennootschap en de interprofessionele burgerlijke vennootschap dezelfde kenmerken vertonen bij de oprichting, met dat verschil dat de ene zelf het beroep uitoefent en de andere niet.

Er kunnen nochtans moeilijkheden ontstaan. Zo kunnen, bijvoorbeeld, twee notarissen met standplaats te Brussel en een advocaat een interprofessionele burgerlijke vennootschap oprichten. Elke notaris heeft zijn eigen kantoor aangezien een zodanige vennootschap geen titularis is van het beroep. De advocaat treedt uit de vennootschap. Na verloop van één jaar, zal er geen interprofessionele burgerlijke vennootschap meer zijn en zal er ook geen professionele burgerlijke vennootschap van notarissen zijn, aangezien elk van hen titularis is van een verschillend kantoor, of beiden misschien zelfs benoemd zijn in verschillende standplaatsen. Wijziging van het doel van de vennootschap zou betekenen dat de twee notarissen ontslag zouden moeten nemen en dat de burgerlijke vennootschap, die een professionele vennootschap geworden is, tot notaris benoemd zou moeten worden, in voorkomend geval in één van de standplaatsen.

Die moeilijkheden lijken minder verband te houden met de aard van de vennootschap dan wel met het uitgeoefende beroep zelf.

.../...

Het probleem van de omzetting van de vennootschap ligt anders indien de interprofessionele burgerlijke vennootschap door de wijziging van haar doel, een burgerlijke vennootschap van middelen wordt. In dergelijk geval moet men er van uitgaan dat de vennootschap van aard verandert.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 2 :

"§ 2. Wanneer een interprofessionele burgerlijke vennootschap om enigerlei reden niet meer ten minste één vennoot telt voor elk uitgeoefend beroep, is de vennootschap van rechtswege ontbonden na verloop van een jaar, behalve indien bij het verstrijken van die termijn alle aanvankelijk vertegenwoordigde beroepen opnieuw vertegenwoordigd zijn of indien het doel van de vennootschap gewijzigd is met, in voorkomend geval, als gevolg dat de vennootschap een professionele vennootschap wordt".

Op te merken valt dat in die tekst het gebruik van de term "omzetting" vermeden werd om aan te geven dat de wijziging van het doel van de vennootschap alleen al voldoende is om een interprofessionele vennootschap tot een professionele vennootschap te maken, zoals de Regering het blijkens de memorie van toelichting bedoelt.

.../...

Artikel 26.

Voorgesteld wordt het tweede lid als volgt te redigeren :

"Voor zover de vennootschapsakte niet anders bepaalt, stelt de algemene vergadering de wijze van vereffening vast en benoemt zij een of meer vereffenaars".

Artikel 27.

In de Franse tekst schrijve men in het eerste lid : "Lorsque la liquidation est terminée, les liquidateurs font un rapport ...".

In de Franse tekst schrijve men in het tweede lid : "L'assemblée générale statue ...", aangezien het gehele artikel in de tegenwoordige tijd staat.

Het vierde lid zou beter worden geredigeerd naar het model van artikel 194 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen waarvan dient te worden uitgegaan, zoals de memorie van toelichting terecht stelt; men schrijve derhalve :

"Door verloop van vijf jaar verjaren alle rechtsvorderingen tegen de vennootschap die vertegenwoordigd wordt door de vereffenaars of door de gewezen vennoten, te rekenen van de bekendmaking voorgeschreven bij het derde lid".

Op te merken valt dat het voorgestelde vierde lid, evenmin als het vierde lid van het ontwerp, een verkorte verjaringstermijn invoert voor de rechtsvorderingen gericht tegen de vereffenaars als zodanig. Men vergelijke die regeling met die van het eerdergenoemde artikel 194.

Artikel 28.

I. Volgens artikel 28 herkrijgt iedere vennoot het recht om het beroep, hetzij in eigen naam, hetzij als lid van een andere professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap, uit te oefenen, eerst op "de dag waarop de ontbinding van de vennootschap (in vereffening) wordt bekendgemaakt".

Ter wille van de termijnen die zullen verlopen tussen de eigenlijke ontbinding en de werkelijke bekendmaking ervan, kunnen de vennoten in moeilijkheden komen te verkeren wat betreft de voortzetting van hun eigen beroepswerkzaamheid. Handhaaft de Regering de ontworpen bepaling, dan zou ze duidelijk moeten stellen hoe het met de vennoten van de ontbonden vennootschap tijdens de bewuste periode zal gaan.

II. Met dat voorbehoud, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 28.-
Vanaf de bekendmaking van de ontbinding van de vennootschap, heeft iedere vennoot het recht om zijn beroep in eigen naam en voor eigen rekening uit te oefenen, of om lid te worden van een andere professionele of interprofessionele burgerlijke vennootschap".

Artikel 30.

Het artikel op zichzelf is overbodig want de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek vormen het gemeen recht van het contract van vennootschap. Derhalve wordt voorgesteld dat artikel te schrappen; een nadere verklaring in de memorie van toelichting is immers voldoende.

Artikel 30 van de Franse wet, gewijzigd bij het decreet nr 78-704 van 3 juli 1978, luidt als volgt : "Les

.../...

chapitres Ier et II du titre IX du livre III du Code civil sont applicables aux sociétés civiles professionnelles dans leurs dispositions qui ne sont pas contraires à celles de la présente loi". Dat betekent dat hoofdstuk III ("Verplichtingen van de vennoten onderling en ten aanzien van derden" - artikelen 1843 tot 1864) en hoofdstuk IV ("Verschillende wijzen waarop de vennootschap eindigt" - artikelen 1865 tot 1872) geen toepassing vinden op de professionele burgerlijke vennootschappen. Daarentegen is titel IX van boek III van het Burgerlijk Wetboek wel volledig toepasselijk op de burgerlijke vennootschappen van middelen.

Artikelen 31 tot 33 (die eventueel de artikelen 30 tot 32 worde

1° Het verdient aanbeveling in de Franse tekst de werkwoorden in de tegenwoordige tijd te stellen.

2° Artikel 32 luidt als volgt :

> "Met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot honderdduizend frank of met een van deze straffen alleen worden gestraft, zij die de bepalingen overtreden die de Koning vaststelt in de uitvoeringsbesluiten van artikel 8, eerste lid".

Men kan zich afvragen of het wel geraden is dat de wetgever nu reeds straffen stelt, vrij strenge straffen overigens, op feiten die eerst als misdrijven zullen kunnen worden aangemerkt nadat een aantal besluiten zullen zijn vastgesteld waarvan de inhoud naar alle waarschijnlijkheid tegelijk technisch en ingewikkeld zal zijn. Is het, nu men nog in het ongewisse verkeert omtrent de bedoelingen van de Regering in verband met de inhoud van die besluiten, niet gewaagd feiten, waarvan de ernst misschien zeer verschillend zal zijn, en zelfs overtredingen van gewone regels van interne organisatie, zo streng en eenvormig te straffen ? Zou het niet verkieslijk zijn de Koning dienaangaande een bevoegdheidsopdracht te verlenen binnen de grenzen welke de wet nader zou bepalen, mogelijk minder strak dan in artikel 32 ?

.../...

3° Artikel 33 (dat eventueel artikel 32 wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (32).-
Hij die artikel 13 overtreedt, wordt gestraft met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank".

Artikel 34 (dat eventueel artikel 33 wordt).

Het tweede lid is niet nauwkeurig genoeg. Het strafwetboek straft immers personen die een bepaald feit hebben gepleegd, maar het feit zelf straft het niet.

"Ongeoorloofd" gebruik van de benamingen "professionele burgerlijke vennootschap", "interprofessionele burgerlijke vennootschap" en "burgerlijke vennootschap van middelen" zal het werk zijn ofwel van feitelijke vennootschappen, ofwel van alleen handelende natuurlijke personen, of mogelijk ook van burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen. In al die gevallen zullen alleen natuurlijke personen worden vervolgd en veroordeeld. Ons strafrecht kent in beginsel immers geen beschuldiging van rechtspersonen.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (33).-
Met geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank wordt gestraft hij die de benamingen "professionele burgerlijke vennootschap", "interprofessionele burgerlijke vennootschap" of "burgerlijke vennootschap van middelen", of enige andere benaming waarmee deze kunnen worden verward, gebruikt ter aanduiding van andere vennootschappen of verenigingen dan in deze wet zijn bedoeld.

.../...

De rechtbank kan bovendien bevelen dat het vonnis op kosten van de veroordeelde wordt bekendgemaakt in ten hoogste drie nieuwsbladen; zij kan ook bevelen dat het wordt aangeplakt op de wijze die zij bepaalt".

Artikel 35 (dat eventueel artikel 34 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel (34).-

De bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn mede van toepassing op de misdrijven die omschreven zijn in deze wet en in de besluiten bedoeld in artikel 8, eerste lid".

\+

\+ \+

SLOTOPMERKING.

Met een brief van 9 mei 1984 heeft de Minister van Financiën aan de Raad van State een ontwerp van wet voorgelegd dat bepalingen bevat die in het onderhavige ontwerp opgenomen dienen te worden in de vorm van een "Hoofdstuk V. - Fiscale bepalingen" (artikelen 36 tot 43) (1).

Indien dit ontwerp aldus wordt aangevuld, moet het eveneens voorgedragen en medeondertekend worden door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel.

---

(1) Het advies over dat tweede ontwerp zal worden gegeven onder nummer L. 16.177/2.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. CH. HUBERLANT.